

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

Recto Verso
septembre 1997

Page 1 manquante

L'expérience DE LA **qualité**



La modération a bien meilleur goût. **Educ**alcohol



Société
des alcools
du Québec

RECTO VERSO est un magazine socio-politique indépendant pan-québécois d'intérêt général, un magazine alternatif d'information, de réflexion et d'enquête qui traite des conditions de vie et de travail, des luttes, de la culture et des aspirations du monde populaire. *RECTO VERSO* s'adresse aux militants-es, aux intervenants-es des milieux populaires et à ceux et celles qui aspirent à des changements sociaux. *RECTO VERSO* contribue à ce que le rapport de forces sociales profite à toute la population humaine d'ici comme d'ailleurs dans le monde. Publiée depuis 1951, la publication a évolué au fil des ans pour devenir un magazine indépendant, qui s'inspire des différents courants émancipateurs. Les articles publiés dans *RECTO VERSO* n'engagent que leur-s auteur-e-s.

CONSEIL D'ADMINISTRATION: DANIEL BEAULIEU, GUY BIRON, ANNE-MARIE BRUNELLE, MARIANIK GAGNON, CLOTILDE LEMAY, DANIEL S.-LEGALT, MONIQUE TREMBLAY.

COMITÉ DE RÉDACTION: LOUIS BONNEVILLE, LOUIS BRILLANT, JACQUES COLLIN, CHANTAL DESJARDINS, GUILLAUME DOSTALER, FRANÇOISE GUAY, LUDOVIC HIRTZMANN, JEAN-SÉBASTIEN MARSAN, JULIE PERREAULT.

RÉDACTEURS EN CHEF: JEAN ROBITAILLE ET DANIEL S.-LEGALT.

COORDINATION, PROMOTION, PUBLICITÉ: JEAN ROBITAILLE. **DIRECTION ARTISTIQUE, SECRÉTAIRIAT DE RÉDACTION, COUVERTURE:** DANIEL S.-LEGALT. **GESTION DES ABONNEMENTS, COMPTABILITÉ ET TRAITEMENT DE TEXTES:** GINETTE GAUDREAULT. **DISTRIBUTION:** NATHALIE LABONTÉ. **MISE EN PAGES ET GRAPHISME:** ANDRÉ LECLERC.

REPRÉSENTATION PUBLICITAIRE: RENÉ HARVEY, (514) 523-5998, POSTE 22, ET LE RÉSEAU PLACEMENT MÉDIA, (514) 722-0785.

ÉDITION: REVUE VIE OUVRIÈRE INC.
IMPRESSION: IMPRIMERIE D'ARTHABASKA INC.
FRÉQUENCE DE PARUTION: 6 NUMÉROS PAR AN.
PHOTOS COUVERTURE: D.S.-LEGALT (MÉDAILLON: F. ALOU, PAR GUNTHER GAMPER).
TARIFS D'ABONNEMENT: INDIVIDU OU GROUPE POPULAIRE: 20\$/AN OU 32\$/2ANS. INSTITUTIONNEL: 25\$/AN. SOUTIEN: 32\$/AN. ÉTUDIANT OU SANS EMPLOI: 15\$/AN. À L'ÉTRANGER (PAR AVION), INDIVIDUEL: 30\$/AN. À L'ÉTRANGER (PAR AVION), INSTITUTIONNEL: 40\$/AN. UN NUMÉRO SEULEMENT: 4,00\$ TTC.

LA DISTRIBUTION DE *RECTO VERSO* EST CERTIFIÉE PAR L'AGENCE DE VÉRIFICATION DE LA DISTRIBUTION PAR ASSERMENTATION (AVDA). *RECTO VERSO* EST MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES PÉRIODIQUES CULTURELS QUÉBÉCOIS, ET DE L'ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC. SES ARTICLES SONT INDEXÉS DANS LE RÉPERTOIRE ANALYTIQUE DE PRESSE *REPÈRE*. DÉPÔT LÉGAL À OTTAWA ET À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC. ISSN 0849-035X. ENVOI DE PUBLICATION, ENREGISTREMENT N° 0220. PARUTION: N° 268, 1^{er} SEPTEMBRE 1997.

1215, RUE VISITATION, BUREAU 101,
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2L 3B5
TÉLÉPHONE: (514) 523-5998,
TÉLÉCOPIEUR: (514) 527-3403
ADRESSE ÉLECTRONIQUE: VO@MLINK.NET

Numéro 268

Septembre – octobre 1997

PAGE 1 2



Entrevue

Felipe Alou parle politique

Fils de forgeron, à la discipline de fer, Felipe Alou aurait pu devenir général d'armée de son pays d'origine. Ce qui ne l'empêche pas de se rappeler d'un débarquement des États-Unis en Amérique latine...

PAGE 3 0



Dossier

L'eau

À qui appartient la pluie?

Un Québec sur pilotis

Bonne ou mauvaise, l'eau nous semblait inépuisable au Québec. Il s'agissait de creuser le bon puits, ou de se raccorder aux bons conduits, puis d'ouvrir la valve. Serions-nous donc les Arabes du siècle qui va commencer? Et notre propre consommation d'eau, est-elle mesurée?

Éditoriaux

Travail autonome : pour sortir de la jungle	4
Ouvrir les yeux... dans l'eau	8

RECTO VERSO

Ce magazine n'est ni nouveau ni amélioré!	10
---	----

Carrefour de savoirs

La grande noirceur de <i>Cité libre</i>	18
<i>La fabrique des exclus</i>	21
Crime et personnes âgées: erreurs de vieillesse	22

Photoreportage

L'école recommence!	27
---------------------------	----

Chronique insolente

La rentrée des parents	49
------------------------------	----

Carrefour de pouvoirs

L'Inde technologique: Vishnu virtuel	50
L'économie triomphante à visage découvert	54

Kébékoskope

Anticosti: 429 chevreuils par personne	57
--	----

Courtes et sucrées	58
---------------------------------	----

travail autonome et interventions gouvernementales

Pour sortir de la jungle

Entre 1990 et 1995, les travailleurs-ses autonomes ont créé 55% des nouveaux emplois. En incluant les agriculteurs-rices et autres métiers traditionnels, ils forment 15% de la population active. Mais la majorité d'entre eux vivent dans la précarité et un fossé tant culturel qu'économique les sépare des salariés-es.

Le débat sur l'intervention des gouvernements dans la jungle épaisse du travail autonome est encore jeune. En mai et juin derniers, un Comité de travail sur le travail autonome (CTTA), composé de représentants-es des milieux gouvernemental, syndical, communautaire, du patronat, des institutions financières, des universités, etc.) a rendu public un «diagnostic» et organisé une Journée-forum sur le travail autonome.

Ce ne sont pas les bonnes idées qui manquent. Au gouvernement du Québec, on a aussitôt annoncé la création d'un Comité interministériel sur le travail autonome, avec obligation de résultats dès cet automne.

LES NOEUDS

Mais il y aura des obstacles. En premier lieu, la culture du travail autonome, notamment dans le domaine des services, s'avère insensible aux solidarités sociales. Les autonomes véhiculent fréquemment le discours agressif des entrepreneurs (développer des parts de marché, éliminer la concurrence, etc.) et discréditent parfois toute intervention des gouvernements dans le monde du travail. Ce qui est plutôt ridicule compte tenu de leur isolement et de leurs faibles moyens. Le Groupe Entreprendre, une association d'autonomes dissoute au début de l'année 1997, a incarné jusqu'à la caricature cette attitude hyper-individualiste et revancharde (ses dirigeantes proposaient de remplacer l'expression «travailleur autonome» par «entrepreneur individuel»...).

Autre écueil, nombre d'intervenants-es considèrent le travail autonome comme une cause à défendre.

Alors qu'une attitude honnête serait de le juger comme une façon de travailler parmi d'autres, avec ses bons et ses mauvais côtés, le milieu de l'entrepreneurship (pour ne nommer que celui-là...) affirme que le travail autonome, inévitable, résulte de transformations économiques «naturelles» auxquelles il faut absolument «s'adapter». Dans ce contexte, le-la travailleur-se autonome, fantassin à l'avant-garde de la «nouvelle économie», si «responsable» et si «créatif», symbolise littéralement la vertu et devient une fin en soi. En limitant leur analyse à ce carcan idéologique, les chantres du travail autonome refusent de reconnaître les conséquences négatives du phénomène.

Autrement dit, le travail autonome est facilement récupéré par tous les amateurs-es de thèses politiques de droite. Un excellent moyen, au nom du déficit zéro et de la compétitivité des entreprises, de transférer des responsabilités des secteurs public et privé vers les individus.

Le travail autonome n'est ni bon ni mauvais en soi; ça dépend de ce qu'on en fait. Avec un peu de volonté politique, il pourrait très bien s'inscrire dans

DESSIN: JAMES WAGNER



un projet de société plus juste et plus démocratique où le travail donne un sens à l'existence. Autrement, c'est le statu quo, c'est-à-dire de la loi de la jungle.

Que le vrai se lève...

Selon la définition retenue par le CTTA, un-e travailleur-se autonome est «un travailleur qui exerce une profession ou des activités commerciales seul ou avec d'autres, avec ou sans aide rémunérée (maximum de quatre ou équivalent temps plein). Il possède le libre choix des moyens d'exécution de son travail, fournit les outils et équipements requis, assume la majeure partie des tâches spécialisées et supporte les risques de profits et de pertes découlant de son travail. Il peut exercer ces activités à son propre compte ou par le biais d'une société incorporée.»

DES IDÉES

Plusieurs suggestions méritent de se retrouver au menu législatif du fédéral et des provinces. Les gouvernements doivent réagir, d'abord en adoptant une définition officielle du travail autonome, ensuite en assimilant les «faux» autonomes aux salariés-es, et en harmonisant les protections sociales ainsi que le traitement fiscal de tous les travailleurs-ses.

- Première étape: une définition officielle du travail autonome. Actuellement, chaque intervenant-e (ministères, organismes publics, chercheurs-es, institutions financières, etc.) possède sa définition-maison. Celle du fisc n'est pas la même à Ottawa qu'à Québec et varie au gré de la jurisprudence. Si le droit fiscal est le plus coercitif, on peut cependant être considéré-e autonome en droit fiscal et en même temps salarié-e par le droit du travail! Une définition concertée semblable à celle retenue par le CTTA simplifierait l'existence de tout le monde et permettrait aux élus-es de légiférer.
- Compte tenu de la définition retenue par le CTTA, le cas des travailleurs-ses autonomes dépendants est très préoccupant. Pour ceux-ci, la «liberté» de l'autonomie professionnelle est un mirage, car ils sont subordonnés à un seul donneur d'ouvrage.



**100 000
exemplaires
distribués
à travers
tout le Québec!**

C'est le cas des autonomes qui travaillent à temps plein pour une entreprise qui exige l'exclusivité mais refuse de leur accorder le statut de salarié; si l'«autonome» en question se plaint, il-elle risque de perdre son unique «client» (en fait, son emploi). Pour renverser la vapeur, les travailleurs-ses autonomes dépendants doivent obtenir le même statut que les salariés-es.

- Les protections sociales et le régime fiscal actuels, conçus pendant le règne du salariat-à-temps-plein-pour-la-vie, protègent peu les autonomes ainsi que les salariés-es à statut précaire (à temps partiel, sur appel, à contrat, etc.). Par ailleurs, autonomes et salariés-es doivent partager un même combat: la lutte à la précarité. Une protection sociale et un traitement fiscal identique pour tous les travailleurs-ses, peu importe leur statut, pourraient ressouder les solidarités et, du point de vue des gouvernements, seraient plus simples à appliquer. Tout le monde devrait avoir droit à l'assurance-emploi et être soumis à la *Loi sur les normes du travail* et à la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles*.
- Le financement d'un filet de sécurité sociale adapté aux autonomes ne doit pas reposer uniquement sur leurs épaules. Leurs clients (fréquemment des entreprises privées et des organismes publics qui ont mis à pied des employés-es devenus par la suite des autonomes...) devraient aussi contribuer à un fonds destiné aux congés annuels, congés parentaux et autres indemnités.
- Les programmes gouvernementaux de démarrage et d'expansion d'entreprises, qui se sont développés de façon anarchique, sont rarement adaptés aux autonomes. Ces programmes les incitent à démarrer à fond de train des entreprises créatrices d'emplois ou constituent tout simplement des stratégies politiques, tel le gros bonbon pré-référendaire que fut le plan Paillé. Vivement un guichet unique de programmes spécifiquement conçus pour les autonomes, avec formation spécialisée (des cours de gestion, d'administration, de marketing, etc.) à l'appui. ●

70 000 copies distribuées porte-à-porte, dans les journaux communautaires de quartiers, de villes et de villages du Québec

30 000 copies réparties à travers un réseau unique de 250 points de dépôt

Liste partielle des points de dépôt où vous pouvez vous procurer RECTO VERSO:

les organismes communautaires: le Centre St-Pierre, Projet Genèse, POPIR-St-Henri, Resto Plateau, Chic Resto Pop, Centre des femmes de Montréal;

les associations étudiantes universitaires: UQAM, Université de Montréal, Université de Sherbrooke, Université Laval;

les CDEC de Montréal: CDEC Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal; CDEST; RESO; CDEC Nord; CDEC Rosemont-Petite-Patrie;

les CLSC: CLSC Longueuil-Ouest, CLSC de la Jacques-Cartier, CLSC Jean-Olivier Chénier, CLSC les Aboiteaux, CLSC St-Laurent, CLSC Longueuil-Est, CLSC Centre santé Haut Bois, CLSC des Maskoutais, CLSC du Havre, CLSC Verdun, Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles;

les Centres d'éducation populaire de Montréal: Ateliers d'éducation populaire de Mercier, Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles, Centre d'éducation populaire de la petite Bourgogne et de St-Henri, Centre éducatif communautaire René-Goupil, Comité social Centre-Sud, Pavillon d'éducation communautaire Hochelaga-Maisonneuve;

les Corporations de développement communautaire: CDC de L'Amiante, Thetford-Mines; CDC du Bas-Richelieu, Sorel; CDC Beauce-Etchemins, Saint-Georges de Beauce; CDC Beauharnois-Salaberry, Salaberry-de-Valleyfield; CDC des Bois-Francs, Victoriaville; CDC de Brome-Missisquoi, Farnham; CDC Desjardins-Chutes-de-la-Chaudière, Lévis; CDC Deux-Rives, Jonquière; CDC Drummond, Drummondville; CDC de L'Érable, Plessisville; CDC de Francheville, Trois-Rivières; CDC du Granit, Lac-Mégantic; CDC du Haut-Richelieu, St-Jean-sur-Richelieu; CDC Haute-Yamaska, Granby; CDC du KRTB, Rivière-du-Loup; CDC de La Pointe, Pointe-aux-Trembles; CDC Laval, Laval; CDC Longueuil, Longueuil, CDC Memphrémagog, Magog; CDC Montmagny-L'Islet, Montmagny; CDC de la MRC d'Asbestos, Asbestos; CDC MRC de Maskinongé, Louiseville; CDC Nicolet-Yamaska, Nicolet; CDC du ROC, Chicoutimi; CDC Rond-Point, Buckingham; CDC Rosemont, Montréal;

les syndicats: CSN, CEQ, FTQ, SFPQ, SPGQ, FIIQ;

les organismes de solidarité internationale: AQOCI, CECI, les bureaux régionaux de Développement et paix, Inter Pares, Oxfam-OCSD et SUCCO;

les tables régionales du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec.

FONDS DE LUTTE

CONTRE LA PAUVRETÉ

PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL, C'EST EN MARCHÉ !

Le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail est prêt à accueillir des projets qui faciliteront l'accès à l'emploi aux personnes les plus démunies de la société.

Les personnes ou les organismes intéressés à soumettre des projets pour l'insertion à l'emploi, la formation et la préparation à l'emploi et les projets de création d'emplois, peuvent le faire dès maintenant en s'informant auprès des directions régionales du réseau Travail-Québec ou des centres Travail-Québec.

Le financement du Fonds est assuré par une contribution de 250 millions de dollars sur trois ans provenant des travailleurs, des travailleuses et des employeurs du Québec. Un montant de 83 millions de dollars est prévu pour l'année 1997-1998. Le Fonds est géré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Louise Harel
La ministre d'État
de l'Emploi et de la Solidarité

Québec ☐☐



**Parce que l'avenir
nous tient à cœur.**

**C'est en nous
impliquant
aujourd'hui
dans des
entreprises d'ici
que nous créons
des emplois
pour demain.**

 Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec
FTQ

1957-1997
40ans
Plus de 40 ans d'histoire

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)

(514) 383-8000

1 800 361-5017

Julie PERREULT

la gestion de l'eau au québec

Ouvrir les yeux dans l'eau

Il faut un travail systématique et rationnel dans le dossier des ressources québécoises en eau. Une gestion qui tienne compte du caractère vital de l'eau. Une sage consommation où s'équilibrent besoins humains et écosystèmes.

L'eau s'achète maintenant au supermarché. Elle sera bientôt cotée en bourse. Filtrée, traitée, chlorée, transportée, épurée, endiguée, détournée, turbinée, embouteillée: l'eau est devenue un bien manufacturé. Mais l'eau ne se résume pas à une marchandise. Gardons-nous de faire avec l'eau ce que nous avons fait des forêts ou du fer: la dilapider pour deux sous et abîmer le pays.

Bien que le Québec soit composé de milliers de petits réservoirs naturels d'eau souterraine, personne ne s'entend sur la quantité d'eau qu'ils contiennent, ni sur leurs cycles de régénération. On nage en pays méconnu. À Franklin, près de la frontière états-unienne, des experts-es hydrologues ne s'accordent pas sur l'importance de la source souterraine. Certains-es disent qu'elle dessert un bassin de 1,5 km de diamètre, d'autres croient que ce diamètre pourrait s'étendre jusqu'à 10 kilomètres à la ronde. Milieu exceptionnel? Méconnaissance des nappes souterraines? Intérêts particuliers à défendre? Dans ce contexte, il faut exiger un moratoire sur l'exploitation des sources souterraines.

SOIF DE CHIFFRES

L'eau est abondante au Québec. Certains-es parlent de 3% des ressources mondiales d'eau potable, d'autres de 9% ou 16%. Impossible de trancher avec certitude, chacun-e y allant de son estimation. Chose sûre, il y a beaucoup d'eau douce sur le territoire. Ailleurs, on cherche la goutte d'eau qui permettra de passer l'été. D'un côté, une réserve colossale; de l'autre, une demande importante et vitale. Ne jouons pas à l'autruche: la pression va s'accroître.

Il est urgent d'estimer sérieusement nos ressources et de suivre leur évolution. Il en va de la pérennité de l'eau. Il faut savoir combien d'eau potable baigne le Québec et comment il faut la traiter. Combien nous faut-il d'eau pour bien vivre sans s'assécher? Combien pourrait-on en retirer tout en préservant l'écosystème et le loisir d'y folâtrer? Est-ce possible? Chacune de ces questions doit avoir une réponse avant de pouvoir imaginer un seul instant partager notre eau.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Peut-on abreuver Paul sans assoiffer Marie? Et si oui, dans quelle mesure? Ces questions centrales d'exportation d'eau ou, par extension, d'hydroélectricité, nous renvoient directement à notre mode de consommation. Encore là, les données sont déficientes. Impossible de savoir avec précision à quels usages est destinée l'eau. On a des estimations pour tel type d'industrie mais peu de données réelles. Pour obtenir la carte de consommation d'eau du Québec, le compteur d'eau pourrait être un outil précieux.

Attention aux jugements rapides. Le compteur n'est pas synonyme de tarification, ni de privatisation, bien qu'il y ait été associé à maintes reprises. Outil de



PHOTO: PHIL SKINNER

mesure de l'eau, le compteur quantifie l'utilisation. Plus facile et moins dispendieux que d'en poser dans tous les vieux logements, nous proposons d'en installer dans tous les secteurs non-résidentiels. Par déduction, cela nous permettra d'évaluer plus justement la consommation du résidentiel, ce qui reste inconnu à date.

Ces données, doublées de critères quant à la consommation souhaitée, permettront de cibler les secteurs et activités fortes utilisatrices d'eau. On pourra ensuite choisir les moyens les plus appropriés pour réduire la quantité d'eau accaparée, voire polluée. De multiples moyens sont déjà à notre portée: sensibilisation populaire, technologies moins «hydrovores», normes réduisant la consommation d'eau des appareils sanitaires et domestiques, etc.

COMME UN SAGE

Une fois le bilan de l'eau completé, la question du partage des eaux reviendra. Peu importe la quantité d'eau que nous estimerons souhaitable ou non de partager, des balises peuvent déjà jalonner la réflexion. Maître de notre eau, nous devons rester. Et ce, que l'eau soit souterraine ou de surface, en neige ou en glace, bleue ou verdâtre. Maître? Non. Plutôt sage, responsable d'une utilisation plus rationnelle. Qui évite de polluer à la source parce que l'eau, vitale, est partie prenante de notre qualité de vie. Qui évite de la traiter pour rien en la laissant couler impunément. Qui contrôle plus sévèrement la quantité d'eau drainée par les appareils domestiques et industriels. Qui encourage les mesures d'efficacité énergétique, réduisant le besoin d'harnacher de nouvelles rivières. Qui évite d'y voir la future vache à lait de l'État-économie. Citoyens-nes comme État, chacun a sa part de responsabilité.

Sagesse aussi le choix des récipiendaires de notre eau, si collectivement nous choi-

sissons cette option. Raymond Jost, du Secrétariat international de l'eau, constate chaque jour les besoins en eau, partout dans le monde. «Je suis totalement pour le partage de l'eau. Mais faut-il la vendre aux riches pour engraisser quelques-uns? Ça, je ne crois pas!» Dans ce contexte, une partie de notre eau, une partie seulement, pourrait être solidairement partagée, sans obligatoirement l'inscrire dans un rapport marchand. L'eau est une ressource vitale pour tous-tes. Seuls des frais d'exportation pourraient être facturés aux pays en pénurie.

Mais avant de partager notre eau avec quiconque, on doit s'assurer qu'elle ne sera pas gaspillée allégrement. Les États-Unis, par exemple, sont premiers consommateurs d'eau au monde et se pointent déjà comme clients. Plutôt que d'y exporter de l'eau, on pourra leur vendre divers appareils et techniques d'économie d'eau. Le créneau pourrait bien être aussi rentable qu'un pipeline siphonnant la Baie James pour abreuver New York! ●



PHOTO: BRADLEY CLIFT

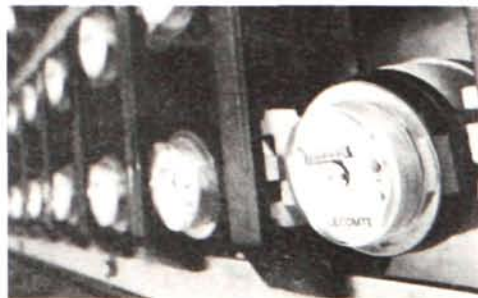


PHOTO: GUNTHER GAMPER

Ne cherchez plus VO
ni *Dossiers Vie ouvrière*,
RECTO VERSO est là!



Ce magazine n'est ni nouveau ni amélioré!

Daniel S.-LEGAULT

Vous avez entre les mains une des 100 000 copies du premier numéro de **RECTO VERSO**. Nouveau nom, nouvelle maquette, nouvelle distribution. Mais c'est la suite d'un autre magazine, fondé en 1951, qui jusqu'à maintenant tirait grosso modo à 4 000 copies. Ne cherchez plus VO ni *Dossiers Vie ouvrière*, vous ne les trouverez pas! **RECTO VERSO** est là, ni nouveau ni amélioré, profitant d'une longue tradition de qualité et d'engagement mais aussi de l'enthousiasme de ce nouveau grand saut. Qui dit mieux?

Depuis plusieurs années, tous nos sondages indiquent un taux extrêmement élevé d'intérêt et de satisfaction pour notre magazine. Largement consulté et référé, répertorié depuis toujours en bibliothèque dans l'index Repères, il a été un des premiers périodiques à être accessible en textes intégraux dans leur DOC (disque CD-ROM).

Depuis longtemps, le magazine s'est engagé à traiter de l'information, de tous les sujets possibles (et impossibles), avec une constante préoccupation pour les personnes démunies de la société, les laissés-pour-compte, celles qui comptent toujours trop peu dans l'évolution de la société. Comme l'exprimait le poète André Breton, il faut contribuer à défaire «tous les enchaîne-

ments» de l'humanité. Tout changement social est rapporté ou étudié dans **RECTO VERSO** pour ses répercussions sur l'ensemble de la société. Ce n'est pas un hasard si **RECTO VERSO** apparaît à notre époque d'«économisme» gris et de pensée uniforme. **RECTO VERSO** se veut du côté de l'espoir intelligent et de la qualité de vie pour tous et toutes.

L'ENTENTE

Dans notre société, il est de plus en plus difficile de s'informer. Lorsqu'ils deviennent publics, bien des critiques et constats deviennent tabous. Chaque groupe, chaque corporation (certaines, évidemment, bien plus que d'autres!) a son discours-cassette-officiel, ses relationnistes, son plan de communication, et ses avocats. **RECTO VERSO** continuera de privilégier ceux et celles qui vivent les situations, sur le terrain.

Avec des moyens très modestes (le cœur aux ventres plutôt que la bourse garnie), nous continuerons à produire comme avant, bimestriellement, cette publication unique. Tout un réseau de bénévoles et semi-bénévoles (!) y contribue: on les retrouve dans nos comités, dans nos assemblées, et dans les pages du magazine.

Comment ce grand saut est-il possible? Outre nos supporters habituels, par la

publicité essentiellement. Par une publicité «nationale» qui ne concurrencera pas celle des médias régionaux. Par des annonceurs qui ont ainsi la possibilité de supporter en «bons citoyens corporatifs» les objectifs ou l'existence de **RECTO VERSO**. Des annonceurs qui devront croire à une presse indépendante, et qui ne s'ingéreront jamais, c'est absolu, dans le reste du contenu rédactionnel du magazine.

LE POLITIQUE

RECTO VERSO est un magazine socio-politique. Certains-es penseront: «pas encore la politicaillerie et la politique partisane!». Pas nécessairement. C'est la différence entre LA politique et LE politique. LE politique, c'est la façon de vivre en société, d'organiser la société, de régler les rapports de force et d'intérêts, les relations entre l'individu et sa collectivité, internationale et locale. LA politique n'en est qu'une facette bien petite.

Un magazine INDÉPENDANT, ça veut dire qu'il n'est relié ni officiellement ni officieusement

à aucun parti politique, aucun syndicat, aucune organisation ou mouvement social. Ça veut dire aussi indépendant de tout groupe, aussi bien intentionné soit-il.

Vous le verrez, nous féminisons nos textes, car nous n'avons jamais cessé de croire que la langue est un outil politique en constante évolution qui nous change autant que nous la changeons.

Une autre particularité de **RECTO VERSO** est d'être pan-qubécois dans tout son contenu. Ce n'est pas un magazine produit à Montréal ou à Québec qu'on espère être accessoirement intéressant pour les autres. Rien de nouveau là non plus: même dans son ancienne formule, le magazine était lu (par abonnement) en majorité à l'extérieur de ces grands centres. Il faut mériter cette attention. Même s'il coûte évidemment plus cher de produire un magazine en scrutant constamment les grands espaces, c'est un parti pris politique, pour nous, de nous attacher à l'ensemble de la population du pays. ●



La Commission des Normes du Travail vous conseille...

HAUSSE DU SALAIRE MINIMUM

Le salaire minimum sera augmenté à compter du 1^{er} octobre 1997. Les nouveaux taux du salaire minimum sont :

- Taux général : **6,80 \$ l'heure**
- Salariés qui reçoivent habituellement des pourboires : **6,05 \$ l'heure**
- Domestiques qui résident chez leur employeur : **264 \$ par semaine pour une semaine normale fixée à 49 heures.**

RÉDUCTION GRADUELLE DE LA SEMAINE DE TRAVAIL

À compter du 1^{er} octobre 1997, jusqu'au 1^{er} octobre de l'an 2000, la semaine normale de travail sera réduite graduellement de 44 heures à 40 heures. Ainsi, la semaine normale de travail passera :

- de 44 h à 43 h le 1^{er} octobre 1997;
- de 43 h à 42 h le 1^{er} octobre 1998;
- de 42 h à 41 h le 1^{er} octobre 1999;
- de 41 h à 40 h le 1^{er} octobre 2000.

La semaine normale de travail, telle que fixée par la Loi sur les normes du travail, permet de déterminer à partir de quand un salarié ou une salariée

effectue du temps supplémentaire payé avec une majoration de 50% (temps et demi) de son salaire habituel.

Il y a quelques exceptions à l'application des dispositions relatives à la semaine normale de travail, notamment dans des établissements où une convention collective, une sentence arbitrale ou un décret est en vigueur.

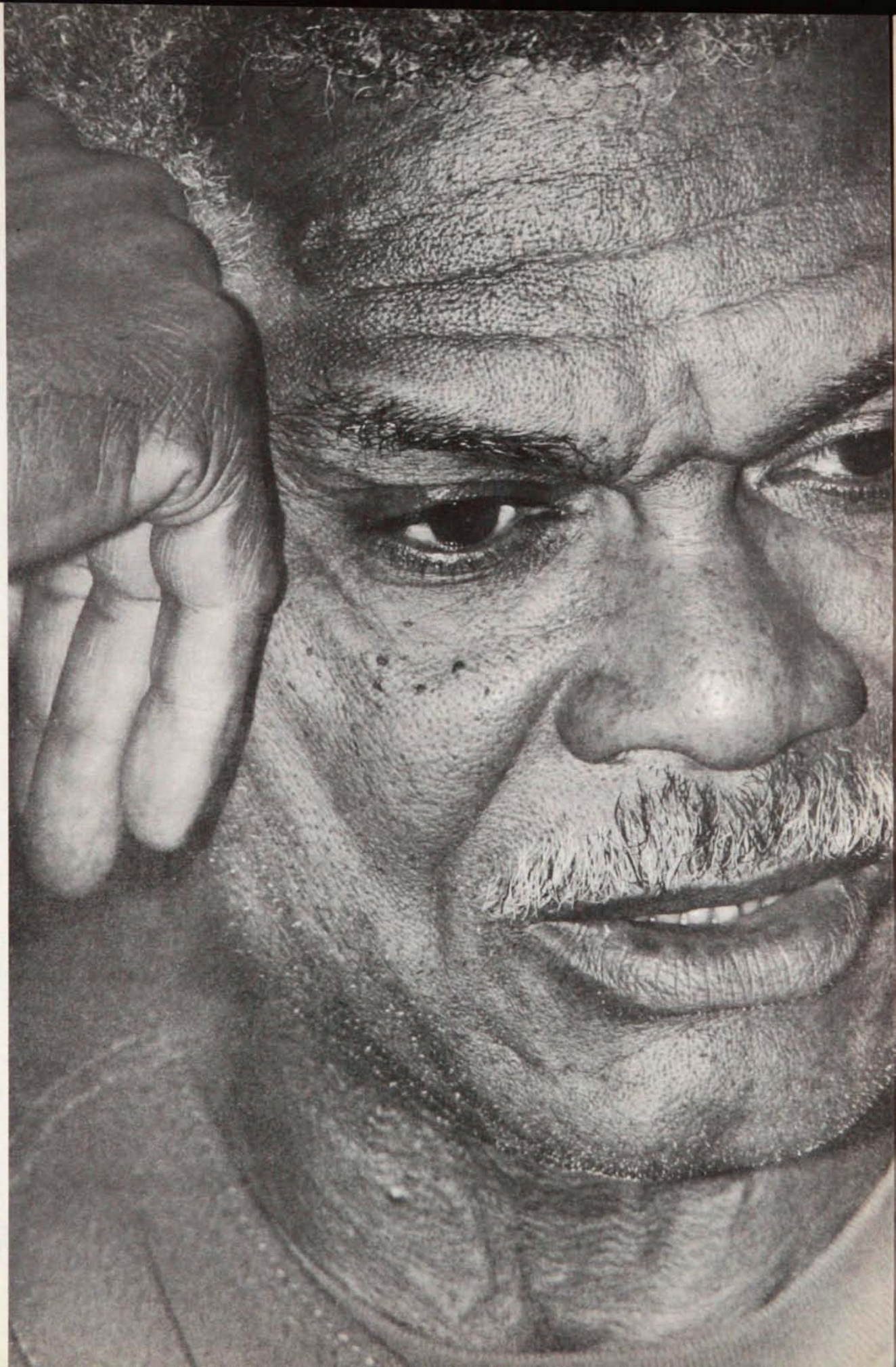
En cas de doute, informez-vous auprès des Services à la clientèle de la Commission des normes du travail.

Pour toute information relative au salaire, à la semaine normale de travail ou à toute autre norme du travail, contactez les Services à la clientèle de la Commission des normes du travail :

Grande région de Montréal : **873-7061**
Ailleurs au Québec (sans frais) : **1 800 265-1414**
Internet : <http://www.cnt.gouv.qc.ca>



Gouvernement du Québec
Commission des normes du travail



Entr evue

Alberto RABILOTA
Traduction : Gilles RIVET
Photos : Gunther GAMPER

Assis derrière son bureau de gérant des Expos, dans les entrailles du stade olympique, Felipe Alou a tout de ces Dominicains créoles qui irradiant la confiance en soi. La conversation se déroule en espagnol pour accommoder Felipe. Parce que lorsque l'on parle politique, mieux vaut le faire dans sa langue maternelle.

Felipe Alou *parle politique*

Tous mes voisins-es et amis-es sont unanimes: Felipe est un «type sympathique», qui connaît son travail; il fait partie de ces gens qui atteignent le sommet sans rien perdre de leur chaleur humaine. D'après Nelson Ojeda, «Es choro ese gallo!», une expression chilienne qu'on pourrait traduire par «ce coq-là, il sait ce qu'il fait!». L'unanimité, vous dis-je. Parmi la confrérie des gérants d'équipes professionnelles, voilà un record digne du Guinness. Au hockey, les Tremblay, Savard et compagnie doivent l'envier à mort.

Felipe aurait pu être général dans l'armée de son pays d'origine. Il en avait l'étoffe. Il possède ce talent de meneur d'hommes et la capacité de s'imposer sans crier, de diriger. La vie a voulu qu'il devienne homme de baseball. Confiné à diriger chez les Expos de jeunes espoirs bourrés de talents mais sans expérience, Alou impose un cadre rigide, mais juste, à ces futurs nchards. Avec lui, l'esprit de corps et de

sacrifice doit primer sur les ambitions ou les records personnels. Un de ses jeunes joueurs, F.P. Santangelo, l'a appris, sans maugréer, quand Alou lui a récemment ordonné de se sacrifier dans une situation corsée pour l'équipe alors que Santangelo était en voie d'établir un nouveau record.

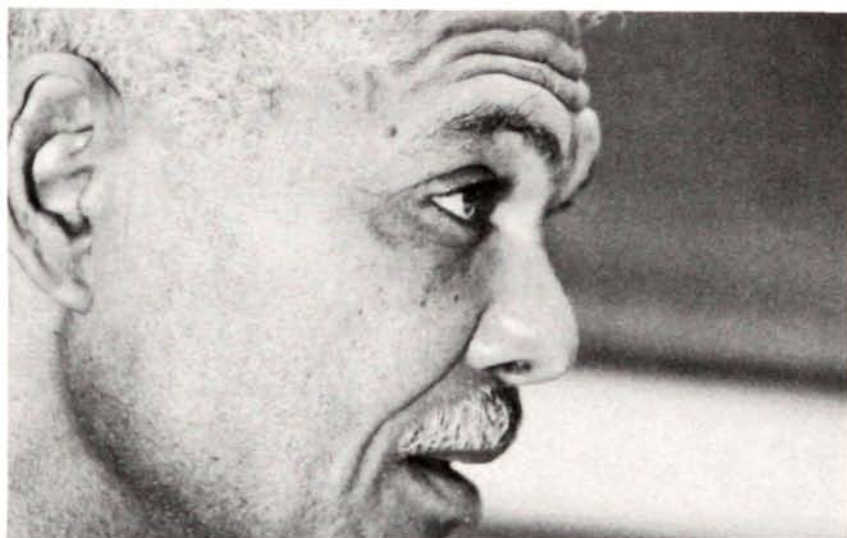
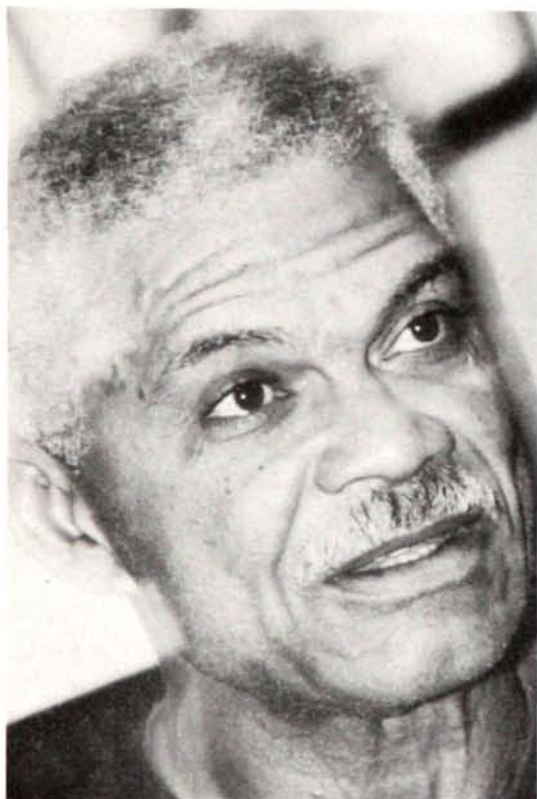
De près, Felipe apparaît plus vieux que je ne le croyais. La conversation aura dissipé tout doute à ce sujet: cet homme a été marqué par des événements historiques, telle l'invasion de la République dominicaine par les États-Unis en 1965¹, qui a mis fin au soulèvement populaire réclamant la restauration du gouvernement Bosch démis par un coup d'État militaire deux ans plus tôt.

FILS DE FORGERON, HOMME DE FER

«Je pouvais devenir soit général dans l'armée, soit gérant d'une équipe de baseball. À l'époque de la dictature Trujillo, la coutume voulait qu'un lieutenant se présente à la cérémonie annuelle de la remise des diplômes et invite les diplômés à entrer à l'Académie militaire. Comme je suis grand – je l'étais déjà à 18 ans –, le lieutenant a voulu me recruter.» Felipe Alou précise qu'il formait déjà d'autres plans pour son avenir: «Je voulais aller à l'université, mais si ça ne fonctionnait pas, je caressais un autre rêve, plus lointain: être un joueur



¹ L'intervention militaire états-unienne a confirmé pour la majorité des latino-américains que Washington ne permettrait jamais des changements politiques non-conformes à ses intérêts dans sa «cour arrière». Cet événement a enflammé le sentiment anti-impérialiste dans toute la région et donné naissance aux mouvements guérilleros



En français

Marié depuis 12 ans à une Québécoise francophone, père d'une fille de 11 ans et d'un garçon de 6 ans, Felipe Alou habite le quartier St-François de Laval, un quartier relativement modeste et francophone de cette grande banlieue montréalaise. Il a pris racine ici. Dans les parcs, ses voisins-es ne s'étonnent presque plus de le voir participer aux fêtes de quartier, comme la St-Jean. Quelle langue Felipe parle-t-il avec ses enfants? «À la maison, on parle les trois langues: anglais, français et espagnol.» Il confiait récemment à l'hebdomadaire anglophone *Hour*, qu'il ne comprenait pas que la direction des Expos ne fasse pas plus de pressions pour que leurs joueurs apprennent le français. ●

de baseball professionnel. Voilà pourquoi je ne suis pas entré à l'Académie militaire.»

Comme la plupart des Dominicains-es d'origine ouvrière à cette époque, Felipe Alou n'avait pas les ressources pour aller à l'université. Le baseball a donc fini par recruter un bon joueur puis un excellent gérant. Né à la hauteur du 12^e km sur la route de Sanchez – un faubourg devenu un quartier de la capitale Santo Domingo –, Felipe Alou rappelle que son père était forgeron et charpentier: «Si je suis discipliné aujourd'hui, c'est que mon père l'était aussi. Il aimait bien faire les choses. Je travaillais avec lui et je n'ai pas eu le choix d'acquiescer cette discipline. Tout cela nous a appris à respecter notre prochain. Je suis l'aîné d'une famille de six enfants; à ce titre je devais donner aux plus jeunes l'exemple du respect, de la discipline et du travail acharné.»

«Je m'identifie aisément aux joueurs, parce qu'ils sont généralement d'origine modeste. Même s'ils sont aujourd'hui millionnaires, je sais d'où ils viennent. Beaucoup sont latino-américains, nous nous comprenons bien parce que l'Amérique latine est une "grande patrie".»

LE DÉBARQUEMENT ÉTATS-UNIEN DE 1965

L'homme est né en 1935 dans les Antilles, une région marquée par la révolution cubaine de 1959 et par la «guerre civile»

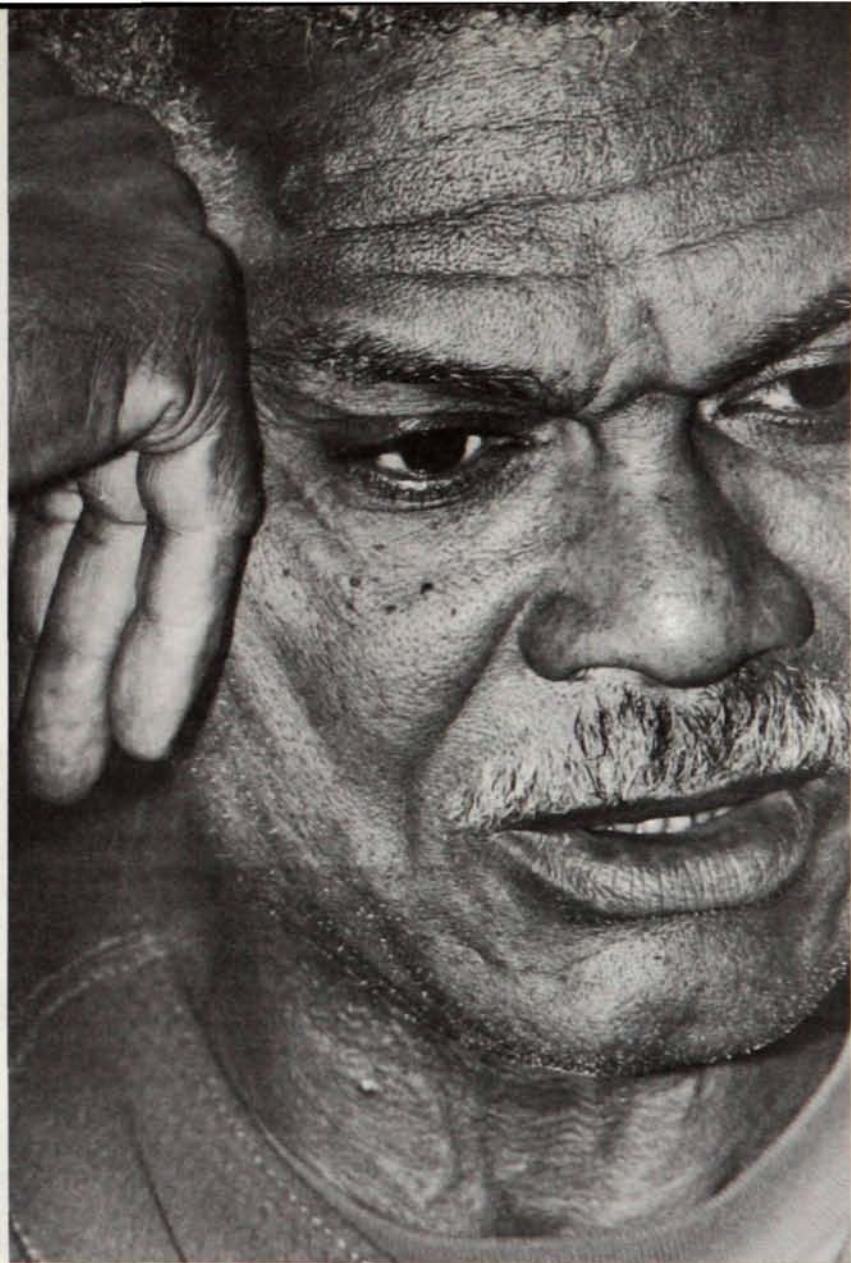
en République dominicaine qui a mené à l'invasion états-unienne. «Je jouais déjà dans les ligues majeures hors de mon pays quand la guerre civile a éclaté en 1965. À mon retour, j'ai vu les séquelles des combats, la Force dite "interaméricaine" avait même changé le sens de la circulation dans les rues de Santo Domingo. Je me suis senti perdu dans ma propre ville.»

«Mon pays a été profondément humilié par l'intervention; tous ces tanks modernes venus réprimer les gens... Ces événements remontent à 32 ans, mais il me semble que c'était hier. Pour moi, qui jouais pour les Giants de San Francisco, et pour les autres joueurs dominicains se trouvant à l'extérieur, ce fut un outrage.»

Même s'il vit en Amérique du Nord depuis près de 40 ans, Alou utilise encore le «nous» pour désigner sa patrie d'origine. «Ce genre de choses nous montre à quel point nous sommes vulnérables en Amérique latine. Même aujourd'hui, nous sommes faibles et vulnérables. Le fait d'avoir été placé par Dieu dans une position de commandement ne m'autorise en rien à détruire ou à humilier qui que ce soit.»

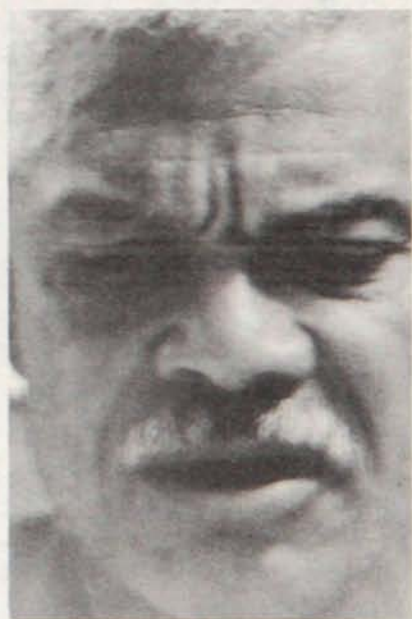
SI FIDEL M'INVITE...

Felipe Alou n'a jamais vu une partie de baseball à Cuba. Mais il y a fait escale à quelques reprises, ajoute-t-il, avant l'embargo de 1961, quand la route de la



Le baseball, semé par les marines

Cuba, République dominicaine, Porto Rico, Nicaragua, Vénézuéla, dans tous ces pays d'Amérique latine, le sport national *yankee* s'impose face au soccer pourtant si populaire dans tout le reste du continent. En Amérique latine, le baseball est pratiqué dans les pays qui ont été occupés par des troupes états-uniennes à un moment ou l'autre au cours de ce siècle. La règle vaut même pour le Japon. «On m'a toujours raconté, souligne Felipe, que les *Marines* américains ont été présents dans tous les pays où l'on joue aujourd'hui au baseball. Ils n'y sont pas allés pour jouer au baseball! Mais quand ils installaient leurs forces d'occupation, ils débarquaient aussi avec leurs balles et leurs bâtons.»



Panamerican vers Santo Domingo passait par la ville cubaine de Camagüey. «J'ai eu l'occasion d'aller à Cuba, mais je ne l'ai pas encore fait. L'an dernier, pour des raisons de santé, d'autres fois, par manque de temps. J'aimerais visiter Cuba, car je compte beaucoup d'amis cubains que j'ai connus à l'extérieur et en République dominicaine, certains avant la révolution et d'autres, depuis.»

«La République dominicaine n'a connu aucun embargo économique; or, personne n'ignore les problèmes qu'on vit dans mon pays, que ce soit le manque d'électricité ou d'autres problèmes. Je me demande pourquoi nous, qui n'avons pas souffert d'embargo et qui sommes amis de la plus grande et plus riche puissance du monde, connaissons encore autant de privations.»

La fraternité entre Cuba et la République dominicaine ne date pas d'hier, rappelle Felipe Alou. Au siècle dernier, le général dominicain et chef militaire Maximo Gomez a joué un rôle décisif pendant la guerre d'indépendance de Cuba dirigée par José Martí. «J'ai des amis parmi les révolutionnaires et les contre-révolutionnaires et chez les Cubains vivant à Miami; tous me sont chers, au-delà des différences qui les séparent», confie diplomatiquement Alou. Si Fidel l'invitait à Cuba, Felipe irait-il? «Oui, je crois que j'irais. Des invitations ont été lancées, mais ce n'était pas très précis. J'aimerais voir comment les gens peuvent vivre après 40 ans ou presque d'embargo² économique et de souffrance. Je me demande comment est la situation à Cuba, où cette grande puissance a imposé 40 ans d'embargo com-

mercial et d'inimitié... J'aimerais me promener dans les rues à Cuba et parler avec les gens, voir de mes propres yeux ce qu'il y a de vrai dans toutes les histoires que l'on raconte.»

² L'embargo décrété par Washington interdit tout commerce entre les États-Unis et Cuba. Il est renforcé depuis deux ans par la loi Helms-Burton, au moyen de laquelle les États-Unis cherchent même à empêcher les compagnies étrangères de faire affaire avec Cuba.

La déréglementation dans tous les secteurs d'activité: une tendance mondiale qui s'accroît...

PUBLI-REPORTAGE

Pour le bien commun, les gouvernements ont tenté au fil des ans d'équilibrer les règles du jeu entre les entreprises "monopoles" qui dispensent des services publics (eau, téléphonie, électricité, etc.) et les consommateurs. C'est ce qu'on a appelé la réglementation. Depuis une dizaine d'années, une vague de déréglementation frappe ces secteurs. La déréglementation, qui s'inscrit dans la libéralisation des marchés, consiste à ouvrir à la compétition des services publics qui étaient autrefois l'objet de monopoles. Elle change radicalement nos modes de vie, nos relations avec les entreprises et les gouvernements.

Réduire les coûts, en mettant fin aux monopoles privés ou publics

Avec l'avènement des gouvernements Thatcher (Angleterre) et Reagan (Etats-Unis), une nouvelle orientation était mise de l'avant. On supposait que les monopoles administrant les services publics engendraient des coûts supérieurs en l'absence de concurrence. Selon cette nouvelle conception, on doit laisser les "forces du marché" établir les véritables prix, seule alternative pour s'assurer d'un coût moindre.

Mettre fin à l'interfinancement pour instaurer le principe de l'utilisateur-payeur

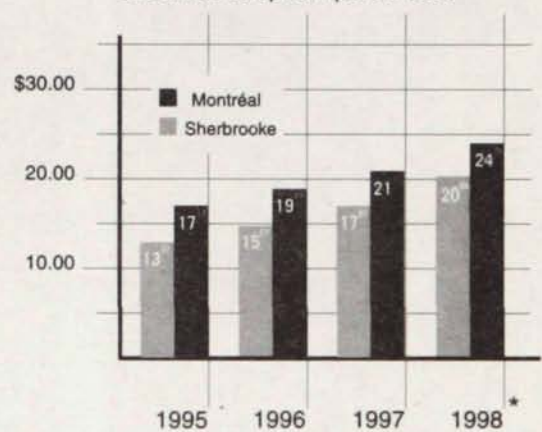
Cette nouvelle orientation de l'économie suggère aussi que chaque catégorie de consommateur supporte sa juste part des coûts, selon le principe de l'utilisateur-payeur. Ainsi, les tenants de la libéralisation des marchés - les grandes entreprises et le secteur financier - faisaient valoir que, lorsqu'une catégorie de clients assume un coût de service pour une autre catégorie de clients de ce même service - ce qu'on appelle l'interfinancement -, il en résulte un déséquilibre préjudiciable à une saine concurrence et une certaine tendance au gaspillage, cette dernière catégorie de clients jouissant d'un service subventionné par les autres catégories de clientèle.

Le domaine de la téléphonie:

les impacts sont réels pour les consommateurs

Le Conseil de Radiodiffusion et des Télécommunications du Canada (CRTC) introduisait la compétition au niveau du segment des interurbains voilà plus de sept ans, en mettant fin au monopole dont jouissait Bell Canada. Depuis ce temps, on peut constater que, compétition féroce oblige, les tarifs facturés pour les interurbains ont considérablement diminué. Par contre, les frais associés au service de base résidentiel ont, eux, considérablement augmenté au cours des cinq dernières années. Ce sont principalement les clients résidentiels qui ont fait les frais de cette déréglementation alors que les grandes entreprises, grandes consommatrices d'interurbains, ont été les grandes bénéficiaires de cette libéralisation du marché.

Hausse des tarifs
du service téléphonique de base



* Hausse demandée par Bell

C'est le temps d'agir...

Vous en avez assez de subir des hausses de tarif? Envoyez une lettre à:

Madame Laura M. Talbot-Allan
Secrétaire générale
CRTC
Ottawa, Ontario
K1A 0N2

indiquant:

- que vous souhaitez que l'interfinancement entre le service interurbain et le service de base soit maintenu afin d'offrir un service abordable aux consommateurs résidentiels;
- que vous souhaitez que le tarif de base soit uniforme à travers tout le Québec afin que les consommateurs en régions éloignées ne soient pas pénalisés;
- que vous êtes contre les demandes de Bell de hausser le tarif de base de 2.99\$ par mois à partir de janvier 1998 puisque vous avez déjà subi des hausses de 4\$ par mois depuis les deux dernières années.

Envoyez une copie conforme au

Ministre John Manley,
(responsable des télécommunications)
Industrie Canada,
Ottawa Sud, Ontario
Chambre 356, Bâtiment Confédération

C'est gratuit. Vous n'avez pas à mettre un timbre lorsque vous écrivez à un élu fédéral. Si vous choisissez d'envoyer une lettre au ministre Manley seulement, demandez-lui de faire parvenir une copie conforme au CRTC et c'est lui qui en assumera les frais.

Ecrivez à Bell Canada. Rien ne vaut la peur de perdre des clients au bénéfice des compétiteurs pour agir!

La protection des consommateurs

Nous sommes tous des consommateurs de biens et services. À ce titre, nous sommes à la merci de pratiques commerciales douteuses ou de politiques gouvernementales qui nous affectent et surtout notre porte-feuille. La Fédération nationale des associations de consommateurs [FNACQ] est un organisme à but non-lucratif qui défend les droits et intérêts des consommateurs depuis 1978. Ses principaux objectifs sont de

- maintenir l'accès aux services de base des services publics (électricité, téléphone, etc.) pour tous les consommateurs québécois ainsi que la qualité des services offerts;
- maintenir l'uniformité tarifaire des services publics pour tous les consommateurs résidentiels, peu importe leur situation géographique;
- conserver et/ou développer des règlements qui protègent les intérêts des consommateurs;
- conserver et/ou développer des processus de traitement des plaintes pour tous les citoyens.

La FNACQ a été créée pour donner une voix forte aux consommateurs, particulièrement ceux à faible revenu. La FNACQ travaille sur les dossiers de la réglementation du prix du lait, de l'étiquetage des aliments, des télécommunications, de l'énergie, en protection des informations personnelles et en santé.

Le domaine de l'énergie:

les mêmes impacts qu'en téléphonie sont-ils à prévoir?

L'électricité joue, au Québec, un rôle fondamental et elle a su devenir un outil de développement économique important. La nationalisation des entreprises électriques, confiée à Hydro-Québec, a permis l'électrification de l'ensemble du territoire et l'établissement d'une tarification uniforme qui corrigeait les énormes disparités régionales.

Cela va changer dans les prochaines années. Le gouvernement vient tout juste de créer la Régie de l'énergie dont un des premiers mandats vise la déréglementation du secteur de l'énergie. S'il advenait qu'on ouvre le marché de l'électricité à la compétition, on pourrait craindre des hausses de tarif imposées aux consommateurs résidentiels. Ces hausses seraient à l'image des hausses de tarifs pour le service de base du téléphone.

Les suspensions d'alimentation pour non-paiement de la facture ont progressé, de 1992 à 1995, de 25%. De nouvelles hausses tarifaires aggraveraient les difficultés financières d'un grand nombre de personnes.

Que faire?

Nous donner votre support afin que nous puissions intervenir dans les débats qui vont débiter sous peu. Envoyer une contribution, même minime, permettra à la FNACQ de mettre en place une équipe qui pourra défendre les acquis québécois en matière d'énergie.

La Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec

1215 Visitation, bur. 103
Montréal (Québec)
H2L 3B5

Vous avez des problèmes de consommation? Ecrivez-nous.



**Fédération
Nationale des
Associations de
Consommateurs du
Québec**

Rédaction:

Jean-Marc Pelletier, Syndicat professionnel des scientifiques de l'IREQ
Jenny Fahmy, analyste en énergie pour la FNACQ
en collaboration avec
Nathalie St-Pierre, directrice de la FNACQ

Ce bulletin d'information de deux pages dans le magazine *Recto Verso* est publié par la Fédération nationale des associations de consommateurs du Québec.

Carref our de sav oirs

André LACHANCE

La grande noirceur de *Cité libre*

«One moment, please. Mister Beaulnes is coming!»

Les deux employés asiatiques qui m'accueillent en cette soirée glaciale de février ne parlent pas un traître mot de français, mais qu'importe. À l'étage de la célèbre Maison du Egg-Roll, dans ce coin sinistre de la rue Notre-Dame où les amis de *Cité libre* tiennent chaque mois leurs fraternelles agapes, multiculturalisme et bilinguisme sont des dogmes incontournables sur lesquels veille le Bon Dieu en personne.

Le Bon Dieu, il est justement assis à la place d'honneur, quelque part entre Monique Nahman-Nemni, la linguiste de l'UQAM qui assure la codirection de la revue *Cité libre*, et Esther Delisle, la grande pourfendeuse d'antisémites québécois. Muet comme une icône, le très honorable Pierre Elliott Trudeau, c.p., c.r., adresse un sourire de sphinx à son vis-à-vis Stephen Scheinberg, le vice-président de la Ligue des droits de la personne du B'nai Brith, qui mène campagne pour éradiquer jusqu'au souvenir de l'abbé Lionel Groulx du Québec français.

Aurèle Beaulnes, le président du conseil d'administration de *Cité libre*, me trouve une place pas trop loin du Bon Dieu, entre une «secrétaire exécutive» du cabinet Stikeman Elliott et un conseiller financier spécialiste des clientèles fortunées. Je promène mon regard sur la salle à demi vide, où une centaine de têtes grises achèvent de se battre avec leurs egg-rolls à la sauce aux prunes. Peu de «noms» connus parmi l'assistance, venue de Westmount, de Dollard-des-Ormeaux, de Beaconsfield. Tiens, les Pascal-Smith de McGill... Et là-bas, n'est-ce pas Robert Davies, le vice-président de *Cité libre* et éditeur du «Traître et le Juif» d'Esther Delisle? Aucune trace ce soir du journaliste activiste William Johnson, du politologue engagé Max Nemni ou du sénateur Jacques Hébert, tous augustes citélibristes devant l'Éternel.

LE SPECTACLE

Le brouhaha des conversations qui passent indistinctement du français à l'anglais s'amenuise lorsque le Docteur Beaulnes s'avance au micro, le même qui a déjà servi à Howard Galganov, Mordecai Richler et Guy Bertrand pour lancer leurs appels incendiaires contre les «séparatistes». Bien entendu, l'envolée oratoire du Dr Beaulnes n'a d'autre but que de «chauffer» l'assistance en attendant la pièce de résistance: Daniel Poliquin, un universitaire ontarien tout chevronné, qui prétend établir un parallèle entre Québécois-es dits nationalistes et Franco-Ontariens-nes militants.

Poliquin s'avance au micro, esquisse un sourire un peu sardonique en promenant ses yeux sur l'assistance, puis attaque. À boulets rouges. Le cinéaste Pierre Falardeau, coupable d'avoir dit que les «Franco-Ontariens sont des paillassons

PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



sur lesquels les Anglo-Ontariens s'es-suient les pieds», est le premier à es-suyer ses foudres. Puis Pierre Bourgault, qui dit que les «minorités françaises ont été massacrées», et dont Poliquin se moque en imitant le timbre de voix particulier, au grand plaisir de l'auditoire qui s'esclaffe. Le conférencier poursuit un moment sur cette lancée hargneuse, dénonçant au passage l'épithète de «colonisé», qui serait selon lui «l'injure préférée des nationalistes québécois qui ont compris de travers les thèses d'Albert Memmi». Adeptes manifestes de la nuance, Monsieur Poliquin s'empresse toutefois d'ajouter qu'il n'a encore jamais entendu proférer Zieg Heil! en joual...

ÇA NE FAIT MÊME PAS MAL

Dans un coin, les deux serveurs chinois jettent des regards médusés vers la scène, l'air de dire: «Mais de quoi parlez-vous juste?»

Après avoir rappelé que ses compatriotes sont avant tout des exilés-es économiques, Daniel Poliquin entre enfin dans le vif de son sujet: l'obsession de la disparition, qu'il place au coeur des velléités d'indépendance de 61% des francophones québécois et qu'il considère comme une expression politique adolescente fondée sur l'exclusion. La vieille peur de disparaître, en somme. La peur légitime de toutes les patries minorisées, mangées petit à petit, insidieusement. «Ce qui est dommage dans l'assimilation, c'est qu'on cesse de choisir son destin, reconnaît-il. Mais l'assimilation n'est pas une trahison, un meurtre ou une apostasie. C'est seulement la conséquence naturelle d'une réalité normale. Ça ne fait même pas mal. On se réveille un matin devant ses petits enfants qui vous disent "Grand Dad" au lieu de grand-



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

papa. J'ai même connu des assimilés heureux... Où est le mal? Cessons de nous dire que l'assimilation est une tare!»

La salle d'applaudir. Même le Sphinx sort un moment de son apparente torpeur pour manifester son approbation.

J'ai l'impression d'entendre le ministre fédéral Stéphane Dion quand Daniel Poliquin se met soudain à faire l'apologie des identités multiples. Le dogme. Le Saint des saints de l'orthodoxie multiculturelle trudeauiste. Le tribun canadien-français martèle: «J'avais un ami qui s'appelait Jean. Il s'appelle John maintenant. Ses enfants parlent anglais. Je le comprends.»

La salle applaudit plus fort. Daniel Poliquin jouit un moment de l'exaltation qui s'est emparée du quarteron de fé-

déralistes prospères qui meuble l'étage de la Maison du Egg-Roll, puis entreprend d'expliquer sa vision personnelle du monde, qui «ne doit rien au nationalisme mais tout à l'humanisme», dixit. Et de citer allègrement Montesquieu, selon qui la langue n'a qu'une valeur accessoire et nullement absolue. «La langue n'est qu'un instrument de communication qui ne pèse pas bien lourd à côté de la justice!», clame le rhéteur de toute sa belle éloquence.

FLOTTER SUR DES EAUX SOMBRES

Dans sa hâte à amalgamer le supposé nationalisme québécois à quelque chose de rétrograde, de vaguement janséniste, voire d'ignoblement anti-démocratique, le conférencier ne recule devant aucun argument, même le plus démagogique: «Allez donc dire à la petite francophone de Timmins qui vient de se faire sodo-

miser par son père que la langue française est ce qu'il y a de plus beau au monde...» Parlant de Franco-Ontariennes, Poliquin révèle que ce sont des gens discrets, dont l'impulsion première en cas d'incident est souvent la peur et la honte. Certains-nes s'en doutaient déjà... «Le Franco-Ontarien est un homme invisible», dit-il tout de go, avant de proclamer qu'il a aujourd'hui accepté sa qualité de métis culturel. Le conférencier conclut avec ce bel élan patriotique, criant de vérité et de sagesse: «Rester Français en Ontario, c'est comme vivre sur une banquise, à flotter sur des eaux sombres.»

La salle éclate à nouveau sous les applaudissements. La période des questions arrive, tout aussi surréelle qu'une vision de canards morts et de grenouilles agonisantes dans un ciel rouge écarlate. Aurèle Beaulnes commence par s'adresser aux deux asiatiques impassibles derrière le buffet d'acier inoxydable: «Could you bring the microphone, please?» Quelques stridences microphoniques plus tard, une bonne dame s'avance et déclare que les souverainistes font tellement peur aux gens que plus personne n'ose dire qu'il est fédéraliste à Rimouski de crainte d'être victime de violence. La salle jette oh! et ah! d'un air entendu...

Après quelques interventions de même farine, André Beaulnes clôt la soirée. Tout en remerciant l'éloquent rhéteur

qui sue abondamment sous son projecteur, il a cette franche conclusion: «tout ça pour vous dire qu'il n'y a pas de honte à être assimilé!» C'est l'apothéose, digne des envolées outrancières du Pickwick Club de Londres ou du festival bien montréalais *Just for laughs*.

Une fois sorti dans la rue, je marche jusqu'à la station de métro Lionel-Groulx, qui n'a pas encore changé de nom. Sur

le quai, en ouvrant un recueil de textes d'Hubert Aquin, je tombe sur cette phrase prémonitoire, écrite en 1962: «Cette opposition à l'idée de l'indépendance du Québec est paradoxalement bien typique du Canadien français, conquis à part entière, maintes fois déçu par ses chefs et presque traumatisé par tant de déboires.»

La rame arrive et je m'y engouffre, un peu triste. ●



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



Vous ne voulez pas prendre le risque de rater un numéro de Recto Verso?

Vous ne payerez que les frais de poste et de manutention (toutes taxes incluses):

Abonnement individuel	20\$
Étudiant ou sans emploi	15\$
Abonnement institutionnel	25\$
Extérieur du Canada	30\$

ABONNEZ-VOUS!

Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste à:

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Paiement inclus: _____

Revue Vie Ouvrière Inc.
1215 rue Visitation, bur. 101
Montréal, (Québec)
H2L 3B5

Tél. (514) 523-5998

Personnes oubliées



Jean MAISONDIEU,
La fabrique des exclus,
Paris, éditions Bayard, 1997, 264 pages

J'ai débuté la lecture de ce livre avec, il me faut l'avouer, un préjugé défavorable. Comment, du haut de son fauteuil de psychiatre français, Jean Maisondieu pouvait-il prétendre véritablement comprendre les problèmes de l'exclusion?

Mon préjugé est demeuré jusqu'au quart du livre, où il a bien fallu que je me rende à l'évidence: Maisondieu travaille régulièrement avec des exclus-es, c'est-à-dire avec ceux-elles qui ne comptent pour rien dans la société, parce qu'en dehors des circuits relationnels normaux. Grâce à son expérience, Maisondieu peut affirmer que les exclus-es ne sont pas des malades au départ, mais des gens comme tout le monde qui, pour différentes raisons, ont basculé dans l'exclusion. Loin de dépendre uniquement de la crise économique, l'exclusion serait surtout le résultat d'un manque de fraternité: elle «n'existe que parce que les hommes [lire les humains] le veulent bien, et elle durera aussi longtemps qu'ils voudront faire comme s'ils n'y étaient pour rien».

UN GESTE
IMPORTANTRégie des rentes
du Québec

Le relevé de participation au Régime de rentes du Québec

Pour connaître le montant de la rente de retraite qui vous est acquise et celui que vous pourrez recevoir si vous continuez à cotiser, de même que le montant de la rente d'invalidité, de la rente de conjoint survivant et des autres prestations auxquelles vous et votre famille aurez droit le moment venu...

La formule de demande de relevé de participation se trouve dans les caisses Desjardins, les bureaux de Communication-Québec et les centres de service de la Régie des rentes du Québec.

Pour obtenir de plus amples renseignements vous pouvez téléphoner sans frais à l'un des numéros suivants :

Région de Québec :
643-5185
Région de Montréal :
873-2433
Ailleurs au Québec
1 800 463-5185

<http://www.rrq.gouv.qc.ca>

Québec

Pour
un
Québec
en
progrès

Il faut
défendre
les **services**
publics et les
programmes
sociaux!



**SYNDICAT DE LA
FONCTION PUBLIQUE
DU QUÉBEC**

Mélanie COUTURE

criminels-les aux cheveux blancs

Erreurs de vieillesse



PHOTO: KARL BADEN

Mariette, la jeune soixantaine. Cinq enfants. Quatre petits-enfants. Et un casier criminel. À l'âge où la plupart envisagent une retraite sereine, elle a effectué un séjour de plusieurs mois en prison. Pour une fraude. Le plus difficile a été d'expliquer aux petits-enfants pourquoi grand-maman ne serait pas là pour les accueillir à Noël...

Les vieux délinquants-es sont rares. Après tout, le temps adoucit les moeurs. «L'activité criminelle, c'est comme le hockey, explique Maurice Cusson, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal. Adolescent, on fait beaucoup de sports. En vieillissant, on en choisit des moins violents et on finit par en faire de moins en moins.» Logique, puisque la commission de crimes est reliée au plaisir de prendre des risques, un goût qui se perd avec les années. «On devient plus peureux avec l'âge et... la crainte est le commencement de la sagesse», ajoute le professeur Cusson.

En 1996, 1 600 personnes de plus de 50 ans ont été condamnées à une peine d'emprisonnement de moins de deux ans au Québec (92% d'hommes), sur un total de 27 000 personnes envoyées derrière les barreaux cette année-là. Les chiffres augmentent un peu chaque année, en proportion de l'accroissement du nombre de personnes âgées dans la population en général. Mais on est encore loin d'une épidémie des crimes de l'âge d'or.

La criminalité des gens âgés est plus subtile, moins violente ou extravagante que celle des jeunes. Mais les criminels-les aux cheveux blancs forment avant tout un groupe hétéroclite. Il existe autant de raisons de commettre un crime qu'il y a de criminels-les.

DE BALLOUNES, DE DOYENS-NES ET DE BLEUS-ES

Les plus de 50 ans se retrouvent en majorité devant le juge pour des affaires de

conduite en état d'ébriété. Autres temps, autres moeurs: l'alcool et la route n'ont jamais fait bon ménage, mais la criminalisation de ce comportement est récente et les personnes vieillissant n'ont pas tous adopté de nouvelles habitudes pour se plier aux règles, ce qui explique leur nombre devant les tribunaux.

Il y a ceux-celles qui ont trempé dans le crime toute leur vie et qui, même à un âge avancé, continuent leurs activités illicites, souvent à l'arrière-scène. «Les plus de 50 ans qui décident tout à coup de se lancer dans le monde interlope sont rares, indique Jean-François Cusson, intervenant à la maison de transition Essor. Il faut de l'expérience dans le milieu criminel et des contacts.» Plutôt que de commettre un *hold-up* et risquer la crise cardiaque, les aînés-es se feront les conseillers en coulisse de jeunes délinquants-es plus fringants, ou alors ils tireront les ficelles du grand jeu du trafic de drogues.

Mais il y en a qui se découvrent une nature délinquante sur le tard, ou que la précarité de la situation économique pousse vers le crime. Pour un bon nombre d'entre eux-elles, ce sont des petits larcins, comme des vols à l'étalage de peu de valeur, qui les mènent à la barre des accusés-es pour la première fois. D'autres se lancent dans les détournements de plus grande envergure. Les accusations de fausses déclarations à l'endroit de l'aide sociale, de la Régie des rentes ou de l'assurance-chômage comptent leur lot d'accusés-es plus âgés, de même que les «crimes de cols blancs», ces fraudes à l'égard de l'employeur ou du fisc. «Pris dans l'engrenage du mensonge, les fraudeurs-ses ne peuvent plus s'en sortir. Les montants s'accumulent durant des années, ce qui leur vaut, quand ils sont découverts, des peines d'emprisonnement substantielles», explique Ruth Gagnon, criminologue et

directrice de la maison de transition Thérèse-Casgrain.

LES ERREURS DE VIEILLESSE

Les coups durs de la vie justifient aussi la commission d'«erreurs de vieillesse». L'avancement en âge rend quelquefois confus. Comme pour cet homme de 80 ans, accusé d'avoir volé cinq portefeuilles exposés sur les étagères d'une boutique, sans savoir pourquoi, alors qu'il était en voyage organisé. Jean-Pierre Authier, avocat au Centre communautaire juridique de Montréal, reçoit les confidences d'accusés-es aux cheveux blancs. «Quand on fouille un peu les raisons, on découvre une maladie, la solitude, le veuvage, une retraite récente. Des causes qui perturbent un parcours sans faute et qui expliquent des gestes aux conséquences disproportionnées.»

On ne trouve pas que des criminels-les dans le système judiciaire. On y rencontre aussi des personnages dont la société ne veut pas. Refusés-es par leurs familles et les instituts médicaux ou psychiatriques et sans autres ressources, itinérants-es et handicapés-es mentaux d'un certain âge aboutissent dans les cellules du poste de police, suite aux plaintes des citoyens-nes qui les trouvent dérangeants. «C'est le syndrome des portes tournantes. On ne sait que faire du faiseur de trouble. On l'envoie à la prison, qui l'envoie quelques jours à l'hôpital, qui le remet à la rue», relate Jacques Héroux, des Services correctionnels québécois. Le cercle devient vicieux pour quelques itinérants-es qui, mieux nourris et abrités en prison, commettent exprès quelques délits pour retourner au chaud.

UNE DISCRIMINATION POSITIVE?

Légalement, l'excuse du grand âge ne fonctionne pas pour justifier ses actes devant la cour, même si l'idée a déjà fait l'objet

d'études aux États-Unis. La discrimination basée sur l'âge existe seulement pour les jeunes délinquants-es, qui ont droit à un tribunal, des sentences et des centres de détention qui leur sont adaptés.

Mais un certain respect pour la vieillesse, ou la compassion, se retrouve dans le processus judiciaire. Les policiers-ères laissent passer plus d'écarts de conduite et se montrent plus polis à l'endroit des aînés-es, même durant leur arrestation. Ce qui n'exclut pas les cas pathétiques. Comme celui d'une dame de 68 ans arrêtée pour trafic de stupéfiants après avoir remis de la drogue à un agent double, pour rendre service à son fils. Couchée sur le ventre dans la rue, les mains dans le dos, sous la menace des armes de l'escouade tactique: les voisins-nes ont tout vu. Une expérience traumatisante pour n'importe qui, mais encore plus pour une dame d'âge respectable sans passé criminel.

En principe, la carte de l'âge d'or ne donne pas droit à une sentence réduite. Pour une accusation similaire, les juges décideraient de façon relativement objective. «Peu importe l'âge, les juges vont accorder le tarif, la peine ordinairement donnée selon la nature du crime et les antécédents», souligne le professeur Maurice Cusson.

Dans la pratique, vu la faible dangerosité des prévenus-es âgés, la justice criminelle sera moins sévère à l'endroit des aînés-es sans passé judiciaire. «surtout pour ceux dont l'âge est très avancé et que le risque de récidive est pratiquement nul», explique Me Authier. Un homme de 85 ans, qui collectionne les condamnations pour vol de chocolat et de saumon fumé depuis l'âge de 70 ans, continue de payer des amendes à chaque fois qu'il est pris sur le fait. Un-e jeune condamné-e pour les mêmes crimes aurait plutôt abouti en prison.



PHOTO: GUILLERMO JAREDA

Dans la pratique, vu la faible dangerosité des prévenus-és âgés, la justice criminelle sera moins sévère à l'endroit des aînés-es sans passé judiciaire, «surtout pour ceux dont l'âge est très avancé et que le risque de récidive est pratiquement nul».

GRAND-MAMAN EST EN PRISON

Même si les peines sont moins lourdes, ce n'est pas tous les jours facile de vivre avec une étiquette de criminel-le. Et le poids d'une condamnation est plus lourd à porter quand on a dépassé l'âge des mauvais coups. «Les accusés plus âgés sont souvent morts de honte à la seule idée de se présenter devant le juge», constate l'avocate Pascale Maclean. Quand une peine de prison se rajoute à la honte éprouvée, le choc est cent fois plus grand.

Une fraction seulement des personnes trouvées coupables d'avoir commis un crime sont condamnées à des peines de prison. On punit les criminels-les âgés sans

antécédents par des amendes, des dons à des organismes de charité, des travaux communautaires. De plus en plus, les juges leur accordent une deuxième chance en les avertissant bien de ne pas recommencer... Mais il se trouve quand même des représentants-es de l'âge d'or qui aboutissent derrière les barreaux.

Les prisons sont faites pour les jeunes criminels-les qu'on veut réformer. Elles ne réservent pas d'aile spéciale pour les détenus-es plus âgés. On n'y trouve pas d'activités particulières pour eux ou des services d'aide spécifique. «On n'en sent pas le besoin», souligne Jacques Hébert, directeur des services professionnels à la prison de Bordeaux. Les ateliers de for-

PHOTO: GUILLERMO JAREDA



mation professionnelle et les activités sportives risquent évidemment moins d'intéresser ceux-celles qui ont passé l'âge d'apprendre un métier. Les groupes de discussion de la pastorale réunissent par contre jeunes et vieux prisonniers-ères.

Les détenus-es plus âgés se mêlent rarement aux plus jeunes, divergence d'intérêts obligée. En prison, la loi du milieu n'impose pas un respect systématique des aînées-es. La respectabilité d'un-e détenu-e auprès de ses congénères dépend davantage de son ancienneté en prison que de son âge, ce qui revient parfois au même. Le grand âge d'un-e détenu-e peut toutefois lui éviter le harcèlement de la part des plus jeunes. Vis-à-vis des gardiens, les détenus-es du troisième âge auront droit à plus de politesse. « parce qu'ils sont moins impulsifs que les jeunes et, donc, moins menaçants pour les autorités », précise Jacques Hébert.

Plus sages, les prisonniers-ères de l'âge d'or... ce qui ne les empêche pas de trouver la détention bien stressante. La tension est constante. Se retrouver à la merci de règlements très stricts quand on a passé l'âge des pénitences, habiter une cellule minuscule sans le confort de son salon, vivre dans un climat de violence perpétuelle où on ne peut vraiment faire confiance à personne..., ce n'est pas facile. Leurs problèmes de santé les angoissent. La rupture des liens avec la famille est particulièrement douloureuse pour les plus vieux-illes. Plusieurs ne reçoivent pas de visiteurs-ses: les amis-es disparaissent et les proches ont honte de cette tache dans le patrimoine familial.

DES MOTIVATIONS DIFFÉRENTES

C'est d'ailleurs sur le tableau des relations avec la famille que jouent les intervenants-es impliqués dans la réhabilitation des criminels-les aux cheveux blancs qui ont été condamnés à des peines de prison. Toutes les détenus-es doivent participer à des

PHOTO: JUDAH PASSOW



démarches visant leur réintégration dans la société: une thérapie complète, l'apprentissage d'un métier, des séances pour se débarrasser d'une toxicomanie ou de l'alcoolisme... Pour les plus vieux-illes, les thérapies ambitieuses qui veulent provoquer une complète remise en question de leurs valeurs criminelles ont beaucoup moins de succès.

«En vieillissant, on perd la capacité de se remettre en question totalement. Les opinions sont plus rigides, l'introspection plus difficile», explique Ruth Gagnon, de la maison de transition Thérèse-Casgrain. C'est pourquoi les criminologues, travailleurs-ses sociaux et psychologues insistent sur le concret et le court terme pour préparer le retour du-de la criminel-le âgé-e dans son milieu. «On fera davantage valoir au "futur ex-détenu" les avantages de resserrer les liens avec le

conjoint et ses enfants, plutôt que de lui faire envisager un emploi ou des études à 60 ans», précise Jean-François Cusson.

La réhabilitation à quelques années de la mort: pour quoi faire? se demandent certains-es. Qui dit réinsertion dans la société après un séjour en prison, dit avant tout limiter la récidive. Mais la récidive est presque nulle chez les criminels-les aux cheveux blancs. Ce n'est pas que les programmes élaborés dans notre système pénal soient tout à fait efficaces pour elles. Les raisons tiennent plutôt de la nature humaine et la conscience qu'à chacun-e que la vie n'est pas éternelle. Quand on est conscient que le sablier du temps s'égrène irrémédiablement, on trouve plus difficile d'accepter de perdre de précieuses années derrière les barreaux, dans un environnement qui n'a rien de la retraite dorée. ●

Centre St-Pierre

UN MONDE DE FORMATION

SÉMINAIRE DE TRAVAIL

Révision du statut juridique des OSBL

Afin de s'outiller devant les changements possibles dans le paysage juridique de l'action bénévole au Québec.

Avec **Georges A, LeBel**

Vendredi 26 septembre
9h00 à 16h30 • Coût: 10\$

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Le téléphone, outil de développement

Avec des spécialistes de Bell, du Devoir et de Léger et Léger, faites du téléphone une des clés de votre succès.

VENDREDI, 10 octobre
9h00 à 16h00 • Coût: 60\$

CROISSANCE PERSONNELLE

L'obsession de la nourriture

Trop manger, c'est chercher à s'apaiser quand il faudrait partir à la guerre.

Début: mercredi 8 oct.
30 heures • Coût: 200\$
Groupe limité à 12 personnes



CROISSANCE SPIRITUELLE

L'art une offrande à la vie

Une invitation à la révélation du mystère et de la beauté de la vie.

DÉBUT: Dimanche
14 septembre
16 heures • Coût: 185\$

Pour obtenir plus d'information ou pour obtenir une copie de notre programmation (quelque 200 ateliers), composez le numéro ci-dessous et demandez Yvan Poulin, POSTE 420.

514.524.3561

1212, rue Panet, Montréal
BEAUDRY - STATIONNEMENT GRATUIT

De l'eau pour tous



Organisme sans but lucratif d'aide au développement,
le CECI appuie des projets en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

CECI 180, rue Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2X 1K9
Tel (514) 875-9911 Téléc (514) 875-6469 C. élec. info@ceci.ca Site Web http://www.ceci.ca/ceci/

Le régime d'apprentissage

Les nouveaux
apprentis
ont de l'avenir!

- Formation partagée entre l'école et l'entreprise
- Supervision d'un travailleur-compagnon
- Diplôme (DEP ou ASP)
- Rémunération progressive

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec un conseiller au bureau de la SQDM le plus près de chez vous ou composez le:

1 888 EMPLOIS
(1 888 367-5647)



SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE
DE DÉVELOPPEMENT
DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Le régime d'apprentissage
Apprendre n'a jamais été aussi motivant

**Photor
epo
rtage**

Photo:
Bernard JEAY

L'école recommence !



Pour développer le Québec rural

Dans la foulée de la mise en œuvre de la Politique de soutien au développement local et régional et donnant également suite au rapport du Groupe de travail sur les « Villages prospères » déposé lors du Sommet sur l'économie et l'emploi tenu en octobre 1996, le Secrétariat au développement des régions s'est vu confier le mandat d'assurer la coordination des interventions spécifiques au développement des communautés rurales du Québec.

Le ministre d'État des Ressources naturelles et ministre responsable du Développement des régions, M. Guy Chevrette, a donc intégré à la Politique de soutien au développement local et régional des orientations et des éléments de stratégie prenant en compte les spécificités des communautés rurales.

Poursuivant cet objectif, le Secrétariat au développement des régions met à la disposition des intervenants dans le développement des milieux ruraux une enveloppe totale de 6 M\$ pour les trois prochaines années consacrée spécifiquement à la problématique du développement rural.

• Une somme de 1,2 M\$ viendra appuyer les efforts de Solidarité rurale du Québec, un organisme qui obtient ainsi la reconnaissance par le gouvernement du Québec du rôle d'organisme conseil sur la problématique de développement des communautés rurales.

• Une somme de 4,8 M\$ sera consacrée à trois opérations particulières soit l'engagement d'agents ruraux, l'embauche d'étudiants et l'assistance aux initiatives nouvelles.

Ces opérations visent les milieux ruraux soit le territoire des quelque 1250 municipalités du Québec ayant moins de 5000 habitants.

3 M\$ pour l'engagement d'agents ruraux

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.

Une somme de 3 M\$ est prévue pendant une période de trois ans pour l'embauche d'environ 50 agents de développement qui interviendront spécifiquement en milieu rural.

OBJECTIFS.

S'associer financièrement aux milieux ruraux pour l'embauche d'agents de développement dont la définition de tâches correspond aux objectifs suivants :

- > animer et soutenir le développement sous toutes ses formes;
- > améliorer la connaissance que les milieux possèdent des ressources humaines et physiques de leur territoire;
- > faire la promotion du développement intégré des ressources;
- > favoriser l'émergence de projets et d'initiatives de développement dans les secteurs social, culturel, touristique, patrimonial, économique et communautaire;
- > soutenir techniquement les promoteurs individuels et collectifs dans l'élaboration de leurs projets.

PARTENAIRES RECHERCHÉS.

Le SDR désire s'associer aux municipalités et aux organismes de développement sans but lucratif qui interviennent en milieu rural.

Il est nécessaire pour ces deux structures d'obtenir une reconnaissance de la MRC.

NATURE DE L'AIDE ET CONDITIONS.

Une aide maximale de 20 000 \$ sera consacrée à l'embauche de chacun des agents sous réserve d'une participation équivalente de l'organisme ou de la municipalité partenaire, sur le principe d'un dollar d'aide pour un dollar du milieu jusqu'à concurrence du maximum.

L'aide est accordée pour une année et renouvelable si l'organisme a rempli les conditions incluses dans le protocole d'entente prévu à cette fin.



900 000 \$ pour l'embauche d'étudiants

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.

Cette opération prévoit une somme de 900 000 \$ pour trois ans destinée à l'embauche, en milieu rural, de quelque 250 étudiants afin de parfaire les connaissances sur les potentiels de développement des milieux ruraux.

Les travaux des étudiants pourront être réalisés en toute période de l'année, ainsi l'embauche ne se limite pas à la période estivale.

OBJECTIFS.

S'associer financièrement à des communautés rurales désireuses d'améliorer le niveau de connaissance qu'elles possèdent des ressources physiques et humaines de leurs milieux afin de se donner de nouvelles stratégies et de nouveaux outils de développement.

Les objectifs poursuivis consistent à :

- > favoriser l'implication des jeunes dans le développement de leur collectivité;
- > soutenir et orienter le développement local sur de nouvelles voies en procédant à la recherche de données sur les besoins, initiatives, idées, projets, expertises existantes ou autres;
- > découvrir les potentiels du milieu rural reliés à la fois au territoire, à l'histoire, au patrimoine, aux richesses naturelles et à la culture propre au milieu;
- > documenter les projets, les expertises et les façons de faire particulières des entreprises et des diverses organisations en place.

PARTENAIRES RECHERCHÉS.

Le soutien du SDR s'adresse aux municipalités et aux organismes de développement sans but lucratif qui interviennent en milieu rural et qui démontrent un intérêt dans la mise à profit pour des fins communautaires, des ressources et des caractéristiques de leurs milieux.

NATURE DE L'AIDE ET CONDITIONS.

Une aide maximale de 2 500 \$ par étudiant, sur la base d'une contribution équivalente de la part de l'organisme ou de la municipalité qui acceptera de superviser le travail de l'étudiant.



900 000 \$ pour le support aux initiatives nouvelles

DESCRIPTION DE L'OPÉRATION.

Une somme de 900 000 \$ pour trois ans vise le financement de projets, d'initiatives ou d'expériences nouvelles et innovatrices en matière de développement rural.

OBJECTIFS DE L'OPÉRATION.

Participer financièrement à des initiatives communautaires qui, par leurs caractéristiques, permettent d'explorer de nouveaux champs de développement en milieu rural. Les objectifs sont donc :

- > d'appuyer la mise au point ou la réalisation d'un projet qui améliore la qualité de vie sociale, culturelle et économique d'un milieu, l'utilisation communautaire des ressources, la mise en valeur des potentiels, l'organisation du développement, l'offre des services, les relations urbaines-rurales et tout autre moyen pertinent identifié par le milieu;
- > explorer de nouvelles formes de développement;
- > encourager les échanges et la diffusion des expériences de développement qui ont réussi.

PARTENAIRES RECHERCHÉS.

L'invitation à s'associer à cette opération s'adresse aux organismes de développement sans but lucratif qui interviennent en milieu rural et qui démontrent un intérêt dans la mise à profit, pour des fins communautaires, des ressources humaines, physiques et financières de leurs milieux.

NATURE DE L'AIDE ET CONDITIONS.

Un maximum de 50 000 \$ sera accordé par projet et la subvention pourra couvrir jusqu'à 80 % des coûts totaux.
Aucune aide ne sera renouvelable de manière à donner la chance au plus grand nombre d'expériences de voir le jour.



À qui s'adresser ?

Ces trois opérations sont prêtes à être mises en œuvre et ce sont les bureaux régionaux du Secrétariat au développement des régions (SDR) qui en assurent la gestion financière jusqu'au 1^{er} avril 1998. Pour les deux années subséquentes, la gestion des sommes consacrées à l'embauche d'agents ruraux et d'étudiants sera transférée par le SDR aux Centres locaux de développement, comme le prévoit la Politique de soutien au développement local et régional. Quant à l'assistance aux initiatives nouvelles, elle demeurera sous la gestion du SDR en collaboration avec Solidarité rurale du Québec.

N'hésitez pas à contacter votre bureau régional du Secrétariat au développement des régions.

PHOTO: GUILLERMO JAREDA



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



PHOTO: DANIEL GINGRAS

À qui appartient la pluie?

Bonne ou mauvaise, l'eau nous semblait inépuisable au Québec. Il s'agissait de creuser le bon puits, ou de se raccorder aux bons conduits, puis d'ouvrir la valve.

Voici venu le temps d'un monde fini, comme disait l'autre. Certaines habitudes de consommation seraient excessives, compromettantes. Les gens d'affaires, les écologistes veulent la mesurer. Certaines personnalités publiques l'imaginent comme le salut économique du Québec. Serions-nous donc les Arabes du siècle qui va commencer?

Complexes ces questions. Car jamais l'inventaire de l'eau n'a été effectué. Jamais sa régénération n'a pu être bien calculée. Jamais n'a-t-on senti la nécessité de la rationaliser... Les chiffres avancés se contredisent outrageusement.

Plusieurs préféreraient ne pas en savoir plus sur l'eau, au cas où une nouvelle valeur marchande la propulserait hors du contrôle et de l'intérêt publics.

Mais le débat devra se faire. Ne serait-ce que parce que l'eau fait défaut pour bien d'autres régions du globe. Presque partout ailleurs, en fait. Riches et pauvres, industriels et assoiffés-es sonneront à nos rives.

Voici venu le temps de l'information nécessaire...

Dossier coordonné par Julie PERREault

Isabelle RIVEST

fleuve saint-laurent

Faut voir le fond!

Le fleuve Saint-Laurent se meurt, apprenait-on avec effroi dans les années 80. Le plus grand cours d'eau du Québec était devenu un immense dépotoir: plus de 60 000 produits toxiques¹, comme le mercure, les pesticides et les BPC, se côtoyaient dans l'espace aquatique... Une vingtaine d'années et trois programmes d'assainissement gouvernementaux plus tard², le Plan Vision

Saint-Laurent 2000 annonçait enfin une bonne nouvelle: les 50 industries les plus polluantes avaient réduit de 96% leurs rejets toxiques dans le fleuve.

Si la tendance se maintient, pourrions-nous bientôt

nous baigner, manger le poisson et boire à même la source? «La situation s'est améliorée», assure Matthew Bramley, responsable du dossier toxique à Greenpeace Québec. Mais il faudrait peut-être attendre un peu avant de se réjouir. Encore aujourd'hui, des poissons sont contaminés au mercure et des bélugas ont le cancer. Leurs carcasses contiennent tellement de BPC qu'elles sont immédiatement classées «déchets dangereux».

LA PIEUVRE

La dépollution d'une portion du fleuve laisse de nombreux experts sceptiques. À quoi servent les quelque 8 milliards \$ de fonds publics et privés investis dans l'assainissement du Saint-Laurent, si on ne s'occupe pas de ses affluents? Le fleuve

reçoit près de la moitié de ses déchets toxiques des Grands Lacs, bordés d'une quarantaine d'entreprises états-uniennes très polluantes. Une présence radioactive provenant des centrales nucléaires y a même été détectée.

«Il ne faut pas sous-estimer notre capacité à générer des déchets dangereux», souligne Daniel Green, co-président de la Société pour vaincre la pollution (SVP). Le Lac Saint-Louis, entouré d'une forte zone de culture et de méga-porcheres, est très contaminé par les pesticides. Des entreprises, comme l'aluminerie Alcan et la papetière Domtar situées près de Beauharnois, n'arrangent pas les choses.

Des usines de pâtes et papiers songent à s'installer en circuit fermé. De premiers projets pilotes ont été mis sur pied en Europe. L'expérience pourrait devenir très intéressante: tous les déchets sont recyclés, sans être rejetés dans les égouts municipaux. Pourtant, les industries pourraient cesser complètement leur pollution, il resterait quand même l'héritage du passé. Des sédiments contaminés gisent au fond de l'eau depuis une quarantaine d'années. «Ce sont des substances ultra-persistantes, comme le mercure ou les BPC, qui ne se détruisent pas», rappelle Matthew Bramley.

Ces dépôts sont remis en circulation par les mouvements dans le fleuve, comme le transport maritime. «Nous connaissons la trentaine de sites qui sont contaminés. Le problème, c'est qu'il en coûterait de 10 à 15 millions \$ pour nettoyer ça c h a c u n d'eux», affirme Daniel Green. Les entreprises accepteront-elles de le faire? Ces rejets ont été d é v e r s é s

PHOTO: BERNARD JEAY



En conférence de presse sur le site, Daniel Green parle des sources polluantes du fleuve.

PHOTO: DANIEL S. LEGAULT



¹ Série d'émissions *La pollution des Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent*, Société Radio-Canada, Le Point, 1988.

² Le premier, le Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ), est initié en 1978. Suit le Plan d'action Saint-Laurent phase I, entre 1988 et 1993. Et le dernier-né, *Vision Saint-Laurent 2000*, de 1994 à 1998.



Le lac Saint-Louis.

Plus inquiétant, un vent de déréglementation souffle sur tous les paliers gouvernementaux.

avant que le gouvernement adopte des lois de protection de l'environnement. «Jusqu'ici, on a pu convaincre les industries de changer leurs méthodes lorsqu'elles y voyaient un avantage financier...», croit Daniel Green.

DÉRÈGLEMENTATION

Plus inquiétant, un vent de déréglementation souffle sur tous les paliers gouvernementaux. Pour les écologistes, les maigres acquis des dernières années sont en péril. À Montréal, les analyses de concentration de produits toxiques dans le fleuve, comme les BPC, ont été refilées à des sous-traitants. Au Québec, le ministre de l'Environnement, David Cliche, veut réduire le nombre de règlements. Plusieurs lui reprochent de favoriser l'économie au détriment de l'environnement, une erreur que l'on pourrait payer cher.

La modification de l'article 22 de la Loi québécoise de l'environnement a particulièrement suscité une levée de boucliers des écologistes. Celui-ci exige un examen préalable de toutes les activités sus-



PHOTO: ERIC MENCHER

ceptibles d'affecter les cours d'eau. «Ce qui était génial, c'est que tous les projets tombaient sous le coup de l'article 22. Avec les amendements proposés, il deviendra extrêmement facile de contourner la loi», croit Yves Corriveau, directeur du Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE). Le nouveau règlement pourrait s'appliquer aux porcheries possédant, par exemple, 1 000 têtes de bétail. «Il suffira d'en avoir une de moins (999) pour éviter d'avoir à soumettre son projet à une évaluation! Il n'y a pourtant aucune différence d'impact environnemental entre les deux!», s'exclame Corriveau. Sommes-nous en route vers la case départ?



Le canal Lachine.



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



PHOTO: KENNETH JARECKE

New York.

Nathalie LABONTÉ

«grand montréal bleu»

Ancrer la ville



Après le retour à la terre des années 70, les habitants-es des grandes villes retournent aux berges. Avec le projet du Grand Montréal Bleu, les maires de la métropole ont entrepris de revitaliser les plans d'eau et leurs rives. Histoire de redonner un nouveau souffle au développement économique et récréotouristique de l'archipel de Montréal.

«Nous avons sciemment tourné le dos à l'archipel de Montréal, intégré pour ainsi dire au continent», écrit André Croteau dans *Les îles du St-Laurent*. Le Grand Montréal Bleu veut que les gens redécouvrent leur île, que l'archipel ne se limite pas à une traversée de ponts. Ce projet est né à la Table des préfets et maires du Grand Montréal en 1994. Il vise le développement économique et résidentiel, le tourisme et les activités nautiques dans la grande métropole. En tête de file on trouve les promoteurs des sites au plus grand potentiel: le canal des Soulanges, celui de Lachine, le Croissant de l'Est (îles

de Boucherville et île Sainte-Thérèse) et la rivière des Prairies.

Le Grand Montréal Bleu s'apparente au défunt projet Archipel. À la différence que le projet Archipel proposait aussi l'harnachement du fleuve Saint-Laurent à la hauteur des rapides de Lachine, pour la production d'hydroélectricité. «Le projet Archipel n'a pas vu le jour, car il impliquait trop d'argent», explique Jean Landry, architecte-paysagiste à la Ville de Montréal. «La volonté politique n'était plus là.» Le Grand Montréal Bleu, quant à lui, compte sur un développement local pour susciter l'intérêt des gens et privilégie la concertation entre les différents promoteurs. «Les municipalités disposent de moins en moins d'argent pour des projets d'envergure, alors on y va avec prudence», ajoute M. Landry.

Au canal de Lachine, les promoteurs ont décidé d'aller de l'avant, même si le gouvernement fédéral ne subventionne pas la décontamination, évaluée entre 15 et

l'eau en chiffres

MONTREAL: À QUOI SERT L'EAU À LA MAISON?

[J.P.]

- 35% est drainé par les toilettes
- 29% pour les douches
- 18% sert à la lessive
- 13% pour la vaisselle et la cuisine
- 5% divers

Source: Annexe du Livre vert *La gestion de l'eau à Montréal*, Ville de Montréal, décembre 1996.



PHOTO: GUNTHER GAMPER

20 millions \$. Les environnementalistes sont inquiets. Si on ne décontamine pas avant de rétablir la navigation, le canal deviendra une source de contamination importante pour le fleuve. «Il faut avoir une vision à long terme», soutient Daniel Green, de la Société pour vaincre la pollution. «Lorsque les berges seront aménagées, il sera plus difficile de procéder à une décontamination»

DES BERGES ET DES GENS

«Revitalisez vos berges et vos plans d'eau et vous ramenez ainsi la vie au cœur des villes, parce que c'est vraiment là que ces villes ont commencé à vivre», professe Ann Breen du *Waterfront Center* à Washington. Ce message, plusieurs grandes villes nord-américaines l'ont compris. La région des Grands Lacs, surtout du côté états-unien, a été une des premières à vouloir tirer profit de son potentiel récréotouristique. 200 projets et 4 milliards \$ plus tard, le résultat est éloquent: 63% des touristes états-unien et 40% des touristes étrangers choisissaient cette région comme destination. Au Canada, la ville de Toronto et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ont déjà déposé leur «Waterfront Plan». En Europe, le retour à l'eau fait aussi ses adeptes.

Le regain pour l'aménagement urbain en rive est intimement lié à l'amélioration de la qualité de l'eau et à une plus grande sensibilisation environnementale. Grâce aux travaux d'assainissement entrepris par le gouvernement du Québec et les municipalités, la qualité de notre eau a subi une amélioration considérable. «Par



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

exemple, dans les îles de Boucherville et sur l'île Sainte-Thérèse, il existe deux plages où la qualité de l'eau serait comparable à celle du lac des Deux-Montagnes», soutient Jean Landry. Toutefois, ces plages ne sont pas encore aménagées. À l'aube de l'an 2000, lorsque les municipalités qui traînent encore la patte seront raccordées à des usines d'épuration, le tableau devrait être encore plus positif.

UN FLEUVE, DEUX MONDES

L'utilisation des cours d'eau a bien changé. L'industrie, le transport de matières premières et la navigation commerciale y sont

moins présents. Devant la popularité croissante des loisirs reliés à l'eau, la réouverture des canaux de Lachine et Soulanges ainsi que le décloisonnement des plans d'eau deviennent de plus en plus pertinents et prioritaires. «Lorsqu'on a décidé de fermer le canal de Lachine et celui de Soulanges en 1959, on ne pensait pas que ces installations pourraient servir un jour aux plaisanciers, raconte Michel Sacco, rédacteur en chef de *L'Éscale nautique*. À cette époque, ces deux canaux, devenus trop désuets et trop petits, ont carrément été abandonnés au profit de la Voie maritime du Saint-Laurent. Le nautisme, tel qu'on le connaît, existait à peine.»

En général, à cette époque, les Montréalais habitant les quartiers à vocation industrielle n'avaient aucun accès aux quais du port et peu de temps pour les loisirs. Dans l'ouest de l'île, les anglophones pratiquaient les sports de plaisance, dont la voile. Aux abords du Lac Saint-Louis, ils ont aménagé plusieurs manas et ainsi conservé leur tradition maritime. «La découverte des loisirs reliés à l'eau est à faire autour de l'île de Montréal, observe Jean Landry. Les gens sont assis sur une mine d'or, et ils ne le savent pas.»



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

La plage de l'île Notre-Dame.

consommation d'eau

Trouver la fuite

Isabelle MARISSAL

PHOTO: DANIEL S. LEGAULT



Laisser couler l'eau représente un gaspillage, parce que cette eau a subi un traitement avant d'arriver au robinet et qu'elle devra subir un autre traitement avant de retourner dans le milieu», soutient Claude Ville-neuve dans son livre *Eau Secours!* Cette contamination de la ressource et l'argent consenti à tenter de lui rendre son intégrité expriment davantage la notion de *gaspillage* que la simple addition des litres d'eau utilisés.

Prétendre qu'il y a surconsommation d'eau à Montréal est une idée surfaite. Elle repose sur un calcul *per capita* qui donne «la consommation totale (industries, commerces, institutions, résidentiel, etc.) divisée par le nombre d'habitants». C'est ce que soutient une étude récente de la Chaire socio-économique de l'UQAM, sous la direction du professeur Léo-Paul Lauzon. Lorsque les chiffres présentent la consommation d'eau pour le seul secteur résidentiel, on passe d'une consommation estimée à 1,287 m³/jour/personne (tous secteurs confondus) à 0,322 m³/jour/personne. Soit quatre fois moins élevée. Le-la lecteur-riche sera avisé-e de comprendre ces données comme des estimations et non comme des mesures formellement validées.

Tous secteurs confondus, Montréal arrive au deuxième rang dans le secteur de la consommation d'eau parmi 10 grandes villes canadiennes. Elle occupe le cin-

Produire avec moins d'eau

La fromagerie d'Oka, dans les années 80, réduisait de 40% sa consommation d'eau de lavage. Agropur, dont fait partie la fromagerie, confirme que la performance s'est maintenue malgré une augmentation de la production. L'agro-alimen-

taire est un secteur traditionnellement grand consommateur d'eau et rejetant de fortes charges polluantes. Dans la dernière décennie, plusieurs entreprises ont cependant amélioré leur performance. À la Coopérative fédérée (abattage de volailles), on prenait en 1985 la décision de mettre en place un système de transport à sec des viscères. L'entreprise réduisait ainsi sa consommation d'eau, mais surtout sa charge polluante (sang, huile, graisses) de 75%.

En Montérégie, un restaurant dont le système d'air climatisé était refroidi à l'eau courante recevait un compte d'eau annuel de 7 000\$. Après calcul, il devenait rentable d'installer un système d'air climatisé refroidi à l'air, même si l'investissement de départ était de 10 000\$. Le compte d'eau chutait à 1 000\$ par an. Après huit ans, l'économie atteignait 38 000\$ et bien des litres d'eau libérés pour la demande locale.

Galvano à Saint-Mathieu-de-Beloeil, est active dans le secteur du revêtement de surface (galvanisation, zingage). En 1988, on affichait une ré-

À la fromagerie
d'Oka.



PHOTO: MENVIQ

l'eau en chiffres

CONSOMMATION D'EAU D'UNE PISCINE?

[J.P.] 2 petites piscines hors-terre de 25 m³ prennent presque autant d'eau qu'une personne durant toute une année¹.

1 piscine creusée de 70 m³ requiert plus d'eau qu'une personne par année.

Source: Association québécoise des techniques de l'eau, *Les compteurs d'eau*, 1985.

¹ Calculé sur la base de la consommation moyenne des villes à compteurs, soit 205 litres par personne par jour ou 75 000 litres par an. Les piscines exigent 20 % plus d'eau que le simple remplissage.



PHOTO: BRADLEY CLIFT



PHOTO: TOM JACOBI

quième rang lorsque la consommation résidentielle seule est prise en compte. François Patenaude, chercheur à la Chaire socio-économique de l'UQAM, souligne que «ces données proviennent d'une étude d'Environnement Canada qui analysait 1 000 villes canadiennes de plus de 1 000 habitants, sans distinction des paramètres structurels (maison de banlieue avec piscine et gazon versus logement urbain)». Une com-

paraison tenant compte de ces paramètres apporterait un éclairage plus judicieux sur la consommation d'eau réelle des Montréalais-es.

PLUS D'INFO, MOINS D'EAU

Seuls les compteurs peuvent faire baisser la consommation d'eau? Rien n'est moins certain. L'équipe de Léo-Paul Lauzon fait remarquer qu'«à Laval, grâce ►

duction de la consommation en eau de 270 litres par minute en utilisant notamment un procédé de rinçage à contre-courant. Jean-Claude Legault, directeur chez Galvano, mentionne que «durant les deux dernières années, la production a augmenté de 30% sans modifier notre consommation d'eau. Nous recyclons aussi au maximum les acides utilisés dans nos procédés. On diminue ainsi de beaucoup la charge polluante». En 1988, l'entreprise réalisait des économies de 368 000\$ en réduisant ses coûts de consommation d'eau (20 000\$), en recyclant des produits chimiques (28 000\$) et en traitant ses boues usées (20 000\$). De plus, elle récupère le zinc tout en augmentant la durée de vie de ses équipements (300 000\$).

Les papetières, quant à elles, ont fait la manchette des journaux en février dernier, grâce à leur performance en matière de gestion de l'eau. L'industrie dévoilait alors une réduction de sa consommation d'eau de 47% depuis 1990, malgré une augmentation de sa production de 30%. Ses rejets polluants sont maintenant en deça des

propres objectifs de l'industrie et des normes gouvernementales. Ces résultats permettent maintenant aux papetières québécoises de se démarquer positivement de la concurrence étrangère.

Chez Galvano.

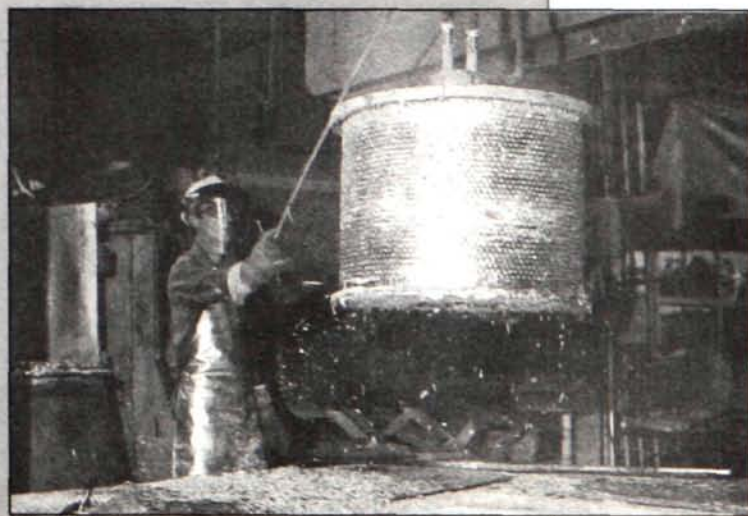


PHOTO: MENVIQ

L'eau en chiffres

GAZON ULTRA VERT?

[J.P.] À la fin des années 70, à Sainte-Foy, l'arrosage du gazon représentait 13% de la consommation d'eau d'une maison privée moyenne. Pour toute la ville, cela représentait 7% de la demande résidentielle totale.

Source: Association québécoise des techniques de l'eau, *Les compteurs d'eau*, 1985.

MESURER L'EAU

1 000 litres d'eau équivalent à 1 mètre cube (m³).

USAGE DE L'EAU DANS LE MONDE

73% pour l'agriculture

20% pour l'industrie

7% pour les usages domestiques



L'eau constitue les 2/3 du corps humain.

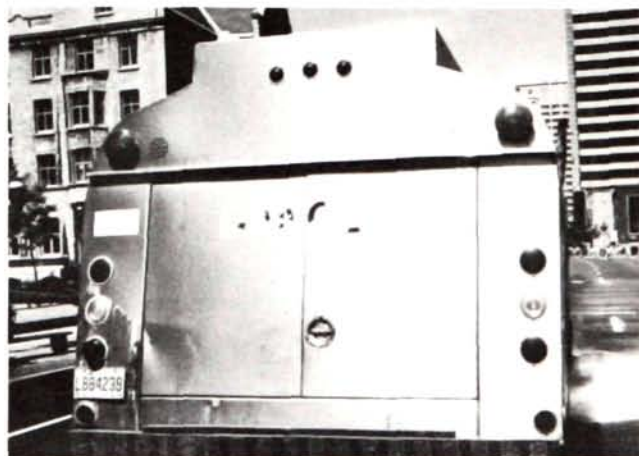


PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

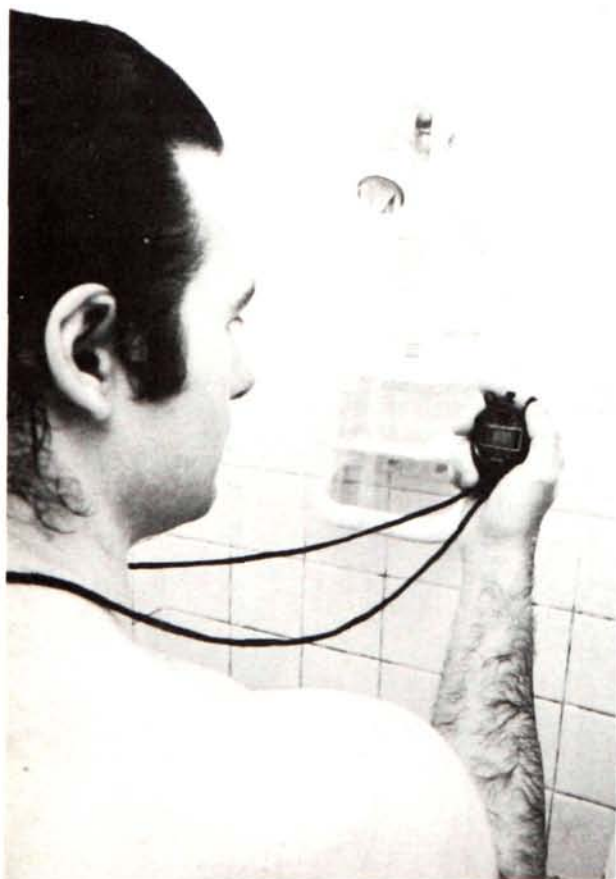


PHOTO: GUNTHER GAMPEK

► à des campagnes d'information, la consommation d'eau par résidence a diminué à 303 mètres cubes annuellement, comparativement à 350 pour Le Gardeur, où chaque goutte d'eau consommée passe par un compteur. François Patenaude ajoute que «pour Laval, cela représente une baisse de 30% réalisée entre 1989 et 1996, malgré l'ajout de 40 000 nouveaux résidents durant la même période».

À Montréal, un programme de l'ACEF-Centre, en partenariat avec Hydro-Québec, aura permis d'acheminer de l'information à 270 ménages concernant l'acquisition d'habitudes moins consommatrices d'électricité. En lien avec une consommation plus rationnelle de l'eau, 297 aérateurs de robinet, 155 pommes de douche à débit réduit et 74 valves d'arrêt ont été installés dans les logements visités. Les conseillers-ères de l'ACEF-Centre ont aussi pu constater que 103 ménages appliquaient

déjà la mesure de réduire le temps passé sous la douche soit 10 minutes plutôt que 20 ou 30.

C'EST LA FAUTE DES TOILETTES

À Charlesbourg, sachant que 35% de l'utilisation domestique d'eau est due à la chasse d'eau des toilettes, la ville «...a distribué et installé systématiquement des coupe-volume pour toilettes dans toutes les résidences» Richard Séigny, directeur des communications à Charlesbourg, mentionne qu'«en l'an 2000, on prévoit avoir économisé 1 million \$ et 1 320 000 mètres cubes d'eau».

La mise en vigueur de normes par les États peut aussi favoriser l'atteinte d'objectifs en matière d'utilisation plus rationnelle de l'eau. L'adoption par le Congrès des États-Unis, en octobre 1992, d'une législation fixant des normes nationales, avait entraîné une réduction effective de 30% de l'utilisation de l'eau par ménage.

compteurs d'eau et tarification

L'étalement de la flaque urbaine

L'économie vaut-elle le compteur?

Julie PERREAULT

Près de 15% de la population québécoise utilise un compteur d'eau. Elle est répartie dans une cinquantaine de petites municipalités. Surtout des banlieues ceinturant Montréal, Québec et Sherbrooke. Les compteurs d'eau prennent-ils la mesure de l'étalement urbain?

Dans ces villes, les besoins en eau assainie et épurée sont en croissance. Les activités agricoles toutes proches, en sur-fertilisant et «sur-pesticidant» leurs champs, ont endommagé les sources d'eau traditionnellement utilisées. L'exode urbain vers ces banlieues y provoque une croissance démographique. Résultat: les besoins en eau de qualité grimpent en flèche. Les infrastructures étant insuffisantes, il faut construire, agrandir, moderniser, traiter ou acheter d'un autre, d'avantage d'eau. Tout cela prend des sous. Beaucoup de sous. Pendant ce temps, dans une ville comme Montréal, les usines actuelles ont une capacité de production d'eau de 20% supérieure à la demande.

La demande en eau des banlieues va avec leur mode de vie «gobe-eau»: piscine individuelle, gazon ultra-vert, lave-vaisselle, etc. Pas surprenant que ce soit dans ces localités qu'on ait d'abord voulu réduire la demande (consommation) d'eau. Plutôt que de freiner l'étalement urbain, la contamination à la source ou d'imaginer des alternatives au gazon, on a retenu le compteur d'eau. En aval du problème, le compteur est moins dérangeant qu'une remise en cause du mode de vie.

L'IMPACT DES COMPTEURS

Les études sont contradictoires. Selon Jean-Pierre Dubois, de l'Association québécoise des techniques de l'environnement (AQTE), «la pose de compteurs peut entraîner une réduction de la consommation d'eau allant de 15% à 35%». Certaines études notent une réduction consécutive à la pose des compteurs en milieu résidentiel mais par la suite, la con-

sommation remonterait progressivement. Pierre Hamel, de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), secteur eau, se basant sur des études européennes, prétend que la pose de compteurs dans les résidences urbaines n'affecte pas la consommation. Par contre, en milieu industriel, l'impact est décisif si l'eau sert à des activités de refroidissement ou de lavage.

Le président des Compteurs Lecompte, François Lecompte, recommande d'ailleurs aux municipalités de ne pas poser des compteurs partout dès le départ. «Il faut d'abord régler le problème des fuites d'eau dans le réseau d'aqueduc. Ensuite, on devrait en installer dans tous les espaces non-résidentiels. Par déduction, en connaissant la consommation du non-résidentiel, on aura une meilleure idée de celle du secteur résidentiel. ►



PHOTO: GUNTHER GAMPER

PHOTO: BERNARD JEAY. CONCEPT: JEAN-RENÉ DUFORT

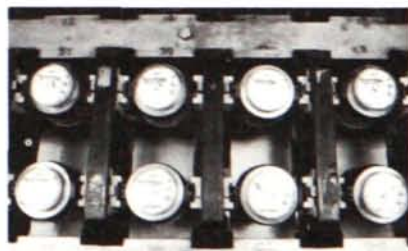
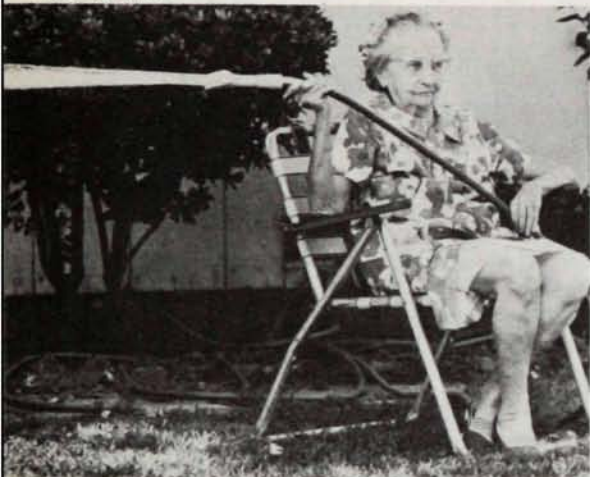


PHOTO: GUNTHER GAMPER

François
Lecompte.



Tarification

Au Québec, tout le monde paie pour recevoir l'eau chez soi. Mais tout le monde ne s'en rend pas compte. La plupart des villes ont un tarif fixe ou basé sur l'évaluation foncière. Le prix de la taxe d'eau est souvent dissimulé dans le «forfait» de la taxe municipale que doit payer tout propriétaire résidentiel. Une partie de cette taxe est refilée aux locataires dans le montant de leur loyer. Plusieurs entreprises sont branchées à des compteurs et facturées à la consommation.

Dans les villes ayant des compteurs, plusieurs formules cohabitent. Un **tarif de base** peut s'appliquer, comprenant ou non un certain volume d'eau compris avec l'abonnement au service. Puis, trois types de **tarif au volume** existent. Le coût d'utilisation de chaque mètre cube peut être de valeur équivalente (**prix fixe**). Le prix peut croître, c'est-à-dire que plus on utilise d'eau, plus elle devient dispendieuse (**prix croissant**). Le prix peut décroître lorsqu'on utilise de grandes quantités d'eau, un principe «favorisant» l'implantation d'industries à forte consommation d'eau (**prix décroissant**).

Dans le monde, la plupart des expériences de tarification au compteur et de privatisation ont été de pair. Une situation troublante. Comme si, une fois les machines à compter les gouttes d'eau posées, on pouvait transférer la gestion à des entreprises privées et vice versa. En France, on constate que l'eau sous contrôle privé est en moyenne 33% plus chère que celle qui passe dans les compteurs d'eau restés sous contrôle municipal¹.

¹ Léo-Paul LAUZON, François PATENAUE et Martin POIRIER, *La privatisation au Québec*, première partie, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1997.

PHOTO: GUNTHER GAMPER




► On évaluera à ce moment s'il y a surconsommation et si le compteur est le meilleur outil pour réduire la demande en eau.»

MOINS GASPILLER OU SE PRIVER?

Côté surconsommation, il faut voir quel barème on choisit. Un barème possible est celui de la consommation moyenne des villes québécoises ayant des compteurs, soit 205 litres par personne, par jour. Par contre, des experts-es estiment que les besoins d'hygiène et d'entretien domestique requièrent de 50 à 80 litres par jour. Si on se compare aux États-Unis – et là il faut voir si on compare des villes semblables –, nos seuils sont inférieurs. Par rapport à l'Afrique, notre consommation est indécente mais leur faible consommation d'eau ne peut être un modèle.

On doit choisir des moyens pour atteindre une utilisation plus rationnelle et plus solidaire de l'eau. Mais ces moyens, dont

le compteur d'eau n'est qu'un exemple, ne doivent pas masquer l'inégalité des ressources économiques pour accéder à l'eau. En Angleterre, des familles appauvries choisissent de se priver d'eau pour économiser. 21 586 ménages ont été coupés d'eau en 1992 faute d'avoir payé leur facture. Des personnes âgées remplissent une baignoire d'eau pour toute la semaine, craignant une facture trop élevée. Ici nous ne sommes plus dans la lutte au gaspillage mais dans l'appauvrissement.

Si les compteurs d'eau peuvent être un outil, il faut voir si c'est le bon, car poser des compteurs n'est pas une opération gratuite. La Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM estime qu'il en coûterait près de 60 millions \$ pour installer et entretenir des compteurs d'eau dans tout Montréal. Soit l'équivalent de la production d'eau montréalaise pour un an, ou le tiers des travaux de réfection prévus à l'aqueduc pour les prochains 10 ans. L'économie vaut-elle le compteur? 

le marché de l'eau

Aqueducs made in Québec

L'expertise québécoise

Julie PERREAULT

Le marché de l'eau est en expansion. La Banque Mondiale finance 86 projets dans le monde. Au moins 14 firmes d'ingénieurs-es, hydrologues et entrepreneurs québécois ont les pieds dans l'eau de plus de 20 pays. Certains y font plus de 20% de leur chiffre d'affaires¹. Le Fonds de solidarité de la FTQ vient de créer EnviroSolutions pour investir dans des projets d'approvisionnement en eau à l'étranger. Même la Société québécoise d'assainissement des eaux (SQAE), une entreprise d'État, agit comme maître d'oeuvre au Maroc. Qu'est-ce qui fait courir tout ce monde?

L'objectif officiel est de rendre l'eau accessible aux populations. Le défi est de taille. En 1996, un milliard de personnes ont été privées d'eau potable. 10 millions sont mortes de maladies causées par la mauvaise qualité de l'eau. 40% de la planète est en pénurie d'eau.



aucun fabricant en particulier, cela nous permet d'offrir les équipements les mieux adaptés». A l'étranger,

l'expertise québécoise est ►

Pour Guy Leclerc, président de la SQAE, «on a aussi un rôle social de transfert de technologies. Comme on n'est rattaché à

MEGA PLAN. La revue internationale du génie québécois, vol. 5, no. 1, 1996.



PHOTO: DANIEL S. LEGAULT

PHOTO: BERNARD JEAY



PHOTO: JOHN VINK

► recherchée pour son respect des besoins locaux. «On a été colonisé deux fois, alors, quand on va à l'étranger, on n'a pas cette mentalité-là que peuvent avoir les Français ou les Américains», explique-t-il. Ne nous méprenons pas, le développement à l'étranger est aussi une planche de salut pour notre main-d'oeuvre spécialisée: ici, le gros des travaux est fait.

DAVID ET GOLIATH

L'exportation de notre savoir-faire reste très limitée. Surtout comparée aux grandes multinationales françaises.

La Générale des eaux, leader mondial, a un chiffre d'affaire de 40 milliards \$, des filiales et plus de 200 000 employés-es dans le monde. Eaux potables et usées, énergie, collecte de déchets et routes sont ses principaux créneaux. La Lyonnaise, sa principale concurrente, opère avec 30 milliards \$ de chiffre d'affaires.

«Le Québec est reconnu pour ses compétences dans l'épuration des eaux d'égoûts mais l'est moins dans l'eau potable», remarque Guy Leclerc. C'est simple: la SQAE a mené 437 projets d'épuration dans tout le Québec², mais l'eau potable, c'est l'affaire des municipalités. Pour «profiter» du marché de l'eau, les partenaires québécois doivent développer des alliances stratégiques. «De plus en plus, les projets d'eau vont de pair avec des projets d'hydroélectricité ou d'irrigation des terres», constate M. Leclerc. Si une entreprise d'État supervise ces projets, les coûts pourraient être plus contrôlés que dans le privé. «Que je travaille au Québec ou ailleurs, je n'ai pas besoin de doubler mon salaire, ni de dégager un retour faramineux à mes actionnaires», conclut-il. À moins que l'État ait besoin de majorer ses recettes pour éponger son déficit...

² En 1978, le Québec se dotait d'un programme d'assainissement des eaux. 2% des résidences étaient alors branchées à un système de traitement des eaux usées. En 1999, à la fin du programme, ce taux sera de 98%, un des plus élevés des pays industrialisés.



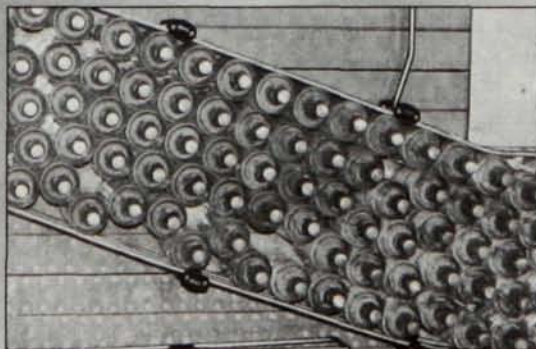
PHOTO: GUNTHER GAMPER

L'eau en bouteille

Le marché lucratif de l'eau, c'est aussi l'eau embouteillée. 49 entreprises font de l'argent au Québec, en vidant de l'eau dans des bouteilles de plastique. Près du quart de la production est exporté, surtout aux États-Unis et au Japon. Et le marché progresse au rythme de 20% par année. Les mieux nantis du Mexique pourraient être la prochaine clientèle.

Au Québec, l'industrie d'eau embouteillée fournit plus de 600 emplois directs. En 1995, la consommation québécoise frôle le 40 litres par personne, plaçant le Québec au premier rang des buveurs d'eau embouteillée au Canada¹. Rien qu'à

Saint-Hyacinthe, 4 personnes sur 5 consomment de l'eau en bouteille, meilleure au goût et inodore. Claude Villeneuve, spécialiste en environnement, explique que les analyses de l'eau du robinet sont plus poussées que celles exigées pour l'eau embouteillée. «On peut donc, au Canada, être plus certain de la qualité de l'eau du robinet en ville que de la qualité de l'eau en bouteille.»²



¹ Jean-Charles GAGNÉ, «Embouteiller avant d'exporter», *La terre de chez-nous*, 8 mai 1997.


² Claude VILLENEUVE, *Eau secours!*, Multimondes-Environnement Jeunesse, 1996.

PHOTO: DAMORET, RÉA

le marché de l'eau

Déplacer des rivières

Julie PERREAULT

 lors que l'eau embouteillée est une solution pour certains, des villes états-uniennes achètent carrément des droits sur l'eau avoisinante. Depuis 15 ans, au Chili, au Mexique, en Australie, au Pérou, des lois sur le droit de propriété de l'eau sont entrées en vigueur. L'accès et l'usage de l'eau ont un prix: ces droits peuvent être vendus, cédés, hypothéqués ou loués. Signe des temps, les peuples ne se déplacent plus vers l'eau mais détournent l'eau vers les villes, à prix fort.

En 1991, 127 transferts d'eau ont été enregistrés dans douze États de l'Ouest états-unien. «Presque toute l'eau vendue ou louée provient de l'irrigation, et les deux tiers des transactions permettaient à des villes d'obtenir plus d'eau pour un usage immédiat ou futur.»¹ Les agriculteurs-rices sont tentés, et le seront davantage dans les années à venir, d'économiser l'eau d'irrigation, pour la revendre plus cher aux localités avoisinantes. En Arizona, l'eau d'irrigation coûte 33\$ le 1 000 m³ alors qu'en ville ce coût grimpe à 302\$. Mais les contribuables des villes ont déjà cotisé pour l'irrigation via les subventions d'État. C'est comme si on leur refilaient une deuxième fois la facture, pour les mêmes réseaux de transport d'eau.

EAUX RÉSERVÉES!

À plus grande échelle, les projets de détournement d'eaux canadiennes vers les États-Unis se sont multipliés depuis 35 ans: Grand canal de la Baie James vers le mid-ouest états-unien et le Mexique, pipeline du lac Ontario vers New York, détournement de la rivière Thompson en Colombie-Britannique vers le fleuve Columbia dans l'État de Washington, etc. Aucun de ces projets n'a abouti mais la demande est croissante. La plupart des projets impliquent la construction de barrages modifiant le cours d'eau et son environnement. Déplacement ou inondation de populations, limites à la récréation touristique font partie du *deal*.

En 1988, un projet de loi canadien, mort au feuilleton, voulait prohiber le détournement d'eaux pour exportation. La signature de l'ALENA n'est pas sans inquiéter. Les articles du traité de libre-échange portant sur l'eau sont à la fois flous et

Signe des temps, les peuples ne se déplacent plus vers l'eau mais détournent l'eau vers les villes, à prix fort.

précis. Flous, car ils ne précisent pas les modalités exactes d'échange de l'eau. Précis, car l'eau fait partie des «biens» de commerce reconnus par les instances internationales. En tant que «bien», l'eau doit se plier aux règles du traité: nulle partie ne peut restreindre les exportations destinées au territoire d'une autre partie. Bref, si on amorce l'exportation ou le détournement d'eau vers les États-Unis, en temps de pénurie, nous devons continuer à les approvisionner. C'est dans ce contexte qu'on doit analyser tout projet d'exportation d'eau du Québec.

¹ Lester R. BROWN, *L'état de la planète*, Économica, 1993.

PHOTO: DANIEL S. LEGAULT



Nappe d'eau asséchée dans le Yucatan (Mexique).



PHOTO: GUY TURCOT

Pour détourner l'eau de la Baie James.

*Avis public de
la compagnie Alcan,
à Shipshaw.*



PHOTO: DANIEL S.-LEGAULT



PHOTO: ÉDITEUR OFFICIEL

le marché de l'eau

Après l'inondation du Saguenay

Isabelle RIVEST



Le lendemain du «déluge» du Saguenay de juillet 1996, le Québec se rappelait être un pays de barrages. Plus de 9 500 ouvrages de retenue des eaux jalonnent le territoire. Seulement le tiers d'entre eux appartient à l'État. Les autres ont pour propriétaires Alcan, Abitibi-Consolidated, Elkem-Metal, etc. Leur administration est dans un chaos total.

«Il est urgent de réviser la Loi sur la gestion des eaux», affirme Roger Nicolet, qui a présidé la Commission d'enquête scientifique et technique sur la gestion des barrages, chargée d'établir les responsabilités dans les dommages causés par les pluies diluviennes du Saguenay. Le rapport de la Commission, un volumineux ouvrage de 200 pages (sans compter les annexes!), signale très discrètement la responsabilité des propriétaires privés. Dans leurs conclusions, les auteurs soulignent par exemple que «...les priorités de gestion d'entreprise occultent le souci de "bon père de famille" (sic) à l'égard des barrages et des digues...» Aucune compagnie, ni la Stone-Consolidated, ni Abitibi-Price, n'est même mentionnée!

Pourtant, lors des audiences publiques, plusieurs sinistrés-es ont blâmé les propriétaires de barrages qui réagissent difficilement aux avertissements météorologiques. «En juillet 1996, quand la Stone-Consolidated au Lac des Ha! Ha! a procédé à l'évacuation des crues, il était trop tard pour empêcher le débordement des eaux», reconnaît Roger Nicolet. Un recours collectif contre la Stone est d'ailleurs engagé par un groupe de 500 sinistrés-es.

LA VRAIE HISTOIRE DE LA PETITE MAISON BLANCHE

Nous avons tous-tes vu la célèbre petite maison blanche qui restait solidement plantée au milieu du «déluge» saguenéen. Ce que l'histoire ne raconte pas, c'est que sans la présence d'un barrage de l'Abitibi-Price, le symbole de

résistance du Saguenay n'aurait peut-être jamais été au bord du gouffre. C'est ce que croit Thomas Duperré, dont la maison victorienne, située dans le même quartier, est aujourd'hui complètement détruite. «La cause de tout le problème, c'est le barrage qui a retenu l'eau. Celle-ci a plutôt débordé par-dessus la digue.»

Ce n'est pas la première fois que l'événement se produit. Au début du siècle, le grand-père de Thomas Duperré avait construit sa maison victorienne dans la ville de Chicoutimi, à côté d'une magnifique chute qu'on peut voir sur des photos de l'époque. Les problèmes ont commencé quand Abitibi-Price s'est installé dans la région. Pour s'approvisionner en électricité à bon marché, la compagnie a construit un bassin en haut de la chute,



*Barrage états-unien
Hoover, dans le Nevada
et l'Arizona.*

On s'assurerait de transmettre plus rapidement les bulletins de météo!

qui a complètement arrêté son débit. Au milieu des années 40, après des pluies torrentielles, la rivière de Chicoutimi a débordé par-dessus le barrage. Price a alors offert 900\$, une somme énorme à l'époque, pour dédommager le propriétaire de la maison victorienne, dont le sous-sol avait été inondé jusqu'au plafond.

Selon Duperré, la même chose s'est produite lors du déluge de 1996. «S'il n'y avait pas eu de barrage, l'eau aurait coulé dans la chute, plutôt que de passer par-dessus les digues et de nous tomber dessus.» Aujourd'hui, la maison est devenue inhabitable. Les infrastructures du quartier ont complètement disparu. Il n'y a plus de route, plus de maisons. La région a été déclarée zone inondable. On songe à en faire un parc ou un Musée des Inondations! Thomas Duperré est révolté. «Les gens aimeraient habiter ce quartier. Ce ne sont pas eux qui se sont installés en région dangereuse!»



PHOTO: HENRY GROSKINSKY

Quand ça cède...

Si un des barrages d'Alcan sur les rivières Péribonka ou Saguenay avait cédé, il aurait pu y avoir des centaines de morts-es. Cela s'est déjà produit en plusieurs occasions un peu partout autour de la planète. La population de la Georgie, au sud des États-Unis, s'en rappelle. Des barrages ont cédé lors des pluies torrentielles qui ont frappé la région en 1993 et 1994, faisant chaque fois une vingtaine de morts-es et des milliers de sinistrés-es. La dernière fois, après avoir emporté un premier barrage, les pluies en menaçaient un autre, qui protégeait cette fois une usine de produits chimiques. Le maire de Bainbridge a dû déclarer l'état d'urgence...

Chez Abitibi-Consolidated, on reconnaît que les ouvrages ont causé des dommages matériels importants. «Vivre près des barrages est à risque», affirme Martin Bouchard, conseiller en communications à l'unité d'affaires Kénogami-Jonquière. «Doit-on se passer de barrages pour autant?, se demande-t-il. Si on se tourne vers l'énergie nucléaire, les problèmes seront encore pires. Il y a un prix à payer à tout.» La compagnie chercherait toutefois à corriger la situation. «Nos installations ont été érigées en fonction des normes de l'époque. En ce moment, on essaie d'augmenter les capacités d'évacuation des barrages», explique-t-il. Pour l'instant, aucune compagnie n'a eu à payer de dédommagements aux sinistrés-es.

ANGUILLES SOUS ROCHE!

Le rapport Nicolet pointe surtout du doigt le ministère de

Menacé par les barrages de Aswan, le temple de Dendur a été déménagé, pièce par pièce, à Washington...

l'Environnement et de la Faune (MEF). «C'est le principal responsable», affirme Roger Nicolet. Un des problèmes vient de la double fonction du ministère qui, d'un côté, construit des ouvrages et, en même temps, doit vérifier le respect des règlements. «Il faut changer le système de sorte que la main gauche ne puisse plus couvrir ce que fait la main droite», explique Nicolet.

Au banc des accusés-es viennent ensuite les municipalités qui ont accordé, parfois en pleine connaissance de cause, des permis de construction en zones inondables! Plusieurs ont laissé leurs riverains-es, dont les résidences étaient construites à l'intérieur du périmètre d'inondation, dans l'ignorance des risques auxquels ils étaient exposés.

Les événements du Saguenay ont une occurrence déca-millénaire. Dans les mêmes circonstances, serions-nous prêts-es à réagir? Au MEF, on se refuse pour l'instant à tout commentaire. Un comité interministériel a été mis sur pied pour faire le suivi du rapport Nicolet. Sachant que le premier ministre Lucien Bouchard a toujours refusé une véritable Commission d'enquête sur les événements du Saguenay, et connaissant le projet d'arnacher quatre nouvelles rivières, il y a lieu d'être très inquiets. En attendant, il y a peu de changement. On s'assurerait de transmettre plus rapidement les bulletins de météo!

enjeux mondiaux

Assoiffer pour régner

Julie PERREAULT

Pour bien des peuples,
l'eau est un symbole
de vie...



PHOTO: GUNTHER GAMPER

l'eau en chiffres

USAGE DES SOURCES SOUTERRAINES?

[J.P.] Au Québec, 33% des Québécois-es s'abreuvent à une source souterraine, surtout en région rurale. Le cycle de régénération des sources est méconnu.

54% va à l'usage domestique

23% est utilisé par les piscicultures (bassins d'élevage de poissons)

16% est drainé par l'agriculture

6% est consommé par l'industrie

1% est embouteillé

Source: Émission *La semaine verte*, Société Radio-Canada, 1997.

Pendant la guerre du Golfe, la Turquie en amont du fleuve Euphrate aurait réduit d'un tiers le débit du fleuve, «officiellement pour des raisons techniques mais vraisemblablement pour soutenir l'effort de guerre des Alliés contre l'Irak»¹. L'eau est-elle en passe de devenir l'arme offensive du prochain siècle, en assoiffant assiégés-es et ennemis-es?

C'est au Moyen-Orient et en Afrique du Nord que la situation risque d'être la plus explosive. Selon Abdelhamid Gmati, journaliste et Tunisien d'origine, «si on se bat pour l'eau, dans cette région du globe, ce n'est pas juste pour une question économique. C'est surtout une question de survie». Source de vie et de fertilité, l'eau est omniprésente dans l'imaginaire arabomusulman. «Nous avons créé la vie à partir de l'eau», dit le Coran. Le problème, c'est qu'elle fait cruellement défaut à plusieurs.

Rareté et accroissement des besoins poussent les pays à envier l'eau avoisinante. «Tout cours d'eau qui traverse plusieurs pays est une source de conflit», fait remarquer M. Gmati. Au moins 200 cours d'eau de la planète sont partagés entre deux contrées ou plus. Le Nil, en Afrique, arrose à lui seul huit pays et le Danube européen, 17. Une frontière sur trois

coïncide avec un cours d'eau, multipliant les possibilités de conflit.

L'EAU DE LA GUERRE

Jacques Sironneau, de la direction de l'eau du ministère de l'Environnement français, estime que «les risques augmentent si l'on ajoute à cela des rivalités entre des pays entendant chacun acquérir une suprématie régionale et disposant pour ce faire d'un armement important». La création de l'État d'Israël et son déploiement ultérieur en zone arabe s'inscrit dans ce contexte. La guerre des six jours, en 1967, survient après la destruction par Israël de travaux syriens et jordaniens voulant détourner en partie les eaux du Jourdain. La vallée du Jourdain et certaines nappes souterraines sont désormais contrôlées par l'État d'Israël. «Les deux tiers de l'eau qu'Israël consomme proviennent de l'extérieur de ses frontières d'avant 1967», soutient M. Sironneau.

Selon Thomas Naff, hydrologue spécialiste des questions proche-orientales, «il ne peut y avoir de paix sans régler les problèmes de l'eau et vice versa. C'est l'eau qui déterminera l'avenir des Territoires occupés...» en Palestine. Tout pourparler de paix inclut désormais l'enjeu de l'eau.

Hors du Moyen-Orient, d'autres fleuves sont convoités: Rio Grande (Amérique), Gange (Asie), Syr Daria (ex-URSS), etc. Pour qu'aucun pays ne profite d'un cours d'eau au détriment de ses voisins, trois

avenues sont envisageables. Ricardo Petrella, collaborateur au journal *Le Monde Diplomatique*, préconise l'instauration d'une autorité mondiale. Une instance dotée d'un conseil de sécurité et d'un tri-

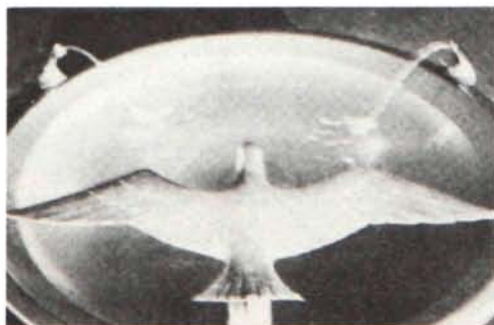


PHOTO: RICARDO GOMEZ PEREZ

«Nous avons créé la vie à partir de l'eau», dit le Coran. Le problème, c'est qu'elle fait cruellement défaut à plusieurs.

PHOTO: SOPHIE BACHELIER



À défaut d'eau, ce jeune Africain utilise l'urine d'un animal pour se laver les cheveux.

bunal mondial². Raymond Jost, du Secrétariat international de l'eau, un organisme indépendant dont le siège social est à Montréal, croit qu'il faut plutôt capitaliser sur les groupes existants. «Un tribunal international est une belle idée, mais dans les faits ce n'est pas applicable. Je crois davantage à une structure légère, une coordination avec une vision globale de l'eau et une force de persuasion, surtout pour les fleuves transfrontaliers.»

PENSER GLOBAL

L'approche intégrée pourrait s'avérer le meilleur moyen d'éviter les guerres, extérieures ou intérieures. Promue par des écologistes mais aussi par le Secrétariat international de l'eau, la gestion intégrée des cours d'eau implique une concertation entre tous les bénéficiaires d'un même bassin versant. À une même table, on doit s'entendre sur les travaux devant bénéficier à tous-tes: du groupe promoteur aux gens des bidonvilles.

Dans plusieurs pays du Tiers-Monde, «on ne peut pas parler de l'eau sans se préoccuper de la cueillette des déchets», note Normand Brunet, consultant pour le Secrétariat. «Par exemple, en Guinée-

Conakry, les caniveaux pour la pluie récoltent aussi les déchets et deviennent de véritables égoûts à ciel ouvert.» Approche globale, la gestion intégrée implique donc une intervention sur des problèmes connexes à l'eau.

Troisième avenue de pacification, celle du développement de nouvelles sources d'eau potable. Après les coûteux et réels projets de désalinisation d'eau de mer, le transport d'un glacier de l'Antarctique vers l'Arabie et le potager de Kadhafi en plein désert, l'imagination est au pouvoir. Raymond Jost rappelle ironiquement que «si tout l'argent qui a été investi dans la Tempête du désert (guerre du Golfe) avait été investi à résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau, le problème serait pratiquement résolu dans le monde entier».



PHOTO: KAZUYOSHI NOMACHI

Les tensions sont parfois intérieures. Ainsi, dans la banlieue de Dakar, au Sénégal, depuis la privatisation des «bornes fontaines» en 1987, le prix de l'eau a grimpé démesurément. Incapables de payer, les gens se sont tournés vers des sources impropres à la consommation. Mis au courant du programme «eau populaire», des Dakarais-es ont participé à la construction d'un réseau de 38 «bornes fontaines» communautaires. Le projet, supervisé par ENDA Tiers-Monde, une organisation non-gouvernementale, implique une forte participation physique et matérielle de la population locale. Des fontainiers-ères sont formés. L'eau «communautaire» revient à 40% du prix de l'eau «privatisée».

² François PATENAUDE, *L'Aut'journal*, n° 159, mai 1997.

Communautaire

LE COMMUNAUTAIRE PREND LE CHEMIN DE L'INFOROUTE

Piloté par l'**Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA)** et **La Puce communautaire**, le projet *Communautaire* s'engage à fond sur le chemin de l'inforoute. Il est soutenu financièrement par le Fonds de l'autoroute de l'information du Québec et le Fonds d'intervention régionale de l'île de Montréal.

Communautaire n'est ni un récent logiciel, ni un nouveau serveur branché. C'est tout simplement un projet servant à stimuler l'appropriation sociale et démocratique des nouvelles technologies par les organismes communautaires et les citoyens en s'appuyant sur l'expérience du milieu.

Suite à une étude de besoins réalisée à l'été 1996 auprès de plus de 85 organismes, groupes de base et regroupements, *Communautaire* démarrera sous peu ses activités en:

- offrant une formation et une sensibilisation aux nouvelles technologies de l'information et des communications;
- assurant le développement, la diffusion et le rayonnement de contenus communautaires francophones sur l'inforoute;
- créant un site incubateur d'expériences et carrefour de contenus communautaires;
- animant des groupes de discussions;
- menant une expérience-pilote d'animation d'un point d'accès public aux citoyens dans un quartier défavorisé.

L'inforoute selon Communautaire

Le projet *Communautaire* mise donc sur la sensibilisation, la formation, l'animation et le soutien des organismes communautaires dans leur expérimentation des réseaux télématiques. Le réseau communautaire servira alors de relais auprès des populations potentiellement exclues pour ainsi leur ouvrir l'accès à l'inforoute. Il contribuera également à l'émergence de nouveaux usages sociaux, d'une expertise, de services et de projets porteurs d'emplois dans ce secteur d'activités. Le développement de cet espace télématique soutiendra l'avancement de l'économie sociale et de la vie démocratique.

Pour en connaître
davantage, communiquez
avec nous par téléphone

au (514) 948-2044

ou (514) 259-3126

et par courrier électronique

à icea@cam.org

ou à puce@mtl.net.



La programmation de nos activités à Montréal, Québec, Trois-Rivières, Rimouski et Sherbrooke est maintenant disponible.

Chronique insolente

Nicole BRAIS

la rentrée des parents États personnels Rapport final

Ma fille Jeanne a fait son entrée scolaire cette année. En fait, pour dire juste, NOUS avons fait son entrée scolaire, puisque les parents et leur porte-monnaie sont fortement mobilisés à cette occasion. Et moi qui pensais sortir de l'école avant qu'elle n'y entre!!! Mon chat est mort. Ça doit expliquer mon léger blocage. J'ai complètement oublié la réunion d'information à l'intention des parents en avril dernier. Et j'ai planifié mes vacances estivales en plein la semaine du début des classes. J'ai dû rajuster mon tir. Non, ce n'est pas que je refuse que Jeanne vieillisse, rassurez-vous. Ce n'est pas non plus que mon cœur se serre de la voir si petite entrer dans le moule. Non, c'est plus égoïste que ça. Je n'ai pas le goût de me voir imposer le rythme de l'école avec ses horaires, ses congés pédagogiques, ses

journées allégées, les tempêtes de neige reprises au mois de mai et tout le kit.

Nous avons donc fait la rentrée ensemble. Que d'ouvrage! Je suis arrivée avec elle à l'école pour rencontrer son professeur, toute fière d'avoir eu l'initiative d'identifier son porte-crayon. Pour me faire dire que je

devais identifier chaque crayon feutre et chaque crayon de bois, un par un. Mes vieux! Ça m'apprendra à sécher la soirée d'information. Je suis retournée faire mes devoirs.

Et puis j'ai été confrontée aux angoisses d'une mère «full inquiéteuse». On a chacun-e nos angoisses, je ne vous confierai pas les miennes, ça serait trop long, mais ce n'est pas nécessaire non plus de les étaler devant des enfants qu'on a mis trois jours à convaincre que prendre l'autobus scolaire, c'est «ben l'fun». ●

IMPRIMERIE



L'IMPRIMERIE D'ARTHABASKA INC.
370, RUE GIROUARD, ARTHABASKA, P.Q.
G6P 5V2

TEL.: 819-357-2065
SANS FRAIS: 1-800-567-5847
TÉLÉCOPIEUR: 1-819-357-2960

graphisme imprimerie



Une imprimerie communautaire qui répond à vos besoins. Qualité irréprochable, service professionnel et bas prix.

Prix spéciaux sur les brochures 8 1/2" x 11"
(bulletins de liaison, documents d'information, etc.)

Les publications de la maîtresse d'école inc. — Imprime-Emploi
5500, rue Fullum, bureau 318, Montréal, H2G 2H3
Tél.: (514) 277-7535 — Téléc.: (514) 277-2273 — imprime@cam.org

Gosselin & Associés

COMPTABLES AGRÉÉS

1415, RUE JARRY EST, BUREAU 430, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2E 1A7
TÉLÉPHONE: (514) 376-4090 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 376-4099

Carrefour de pouvoirs

Ludovic HIRTZMANN

la puissance technologique indienne Vishnu virtuel

Made in India



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

Cette année, les Indiens-nes fêtent le 50e anniversaire de leur indépendance, dans l'indifférence mondiale. L'Inde est devenue le seul gardien de l'océan qui porte son nom et un facteur de stabilisation régionale. Pourtant, l'ONU et de nombreux dirigeants occidentaux persistent à faire peu de cas d'un géant qui sera bientôt plus peuplé que la Chine. Au plan commercial, l'Union indienne mise sur la haute technologie et attire massivement les capitaux étrangers.

«Ah oui. L'Inde! Les pauvres malheureux.» La phrase varie rarement dans la bouche des Occidentaux-les. L'idée communément admise est que les 950 millions d'habitants-es sont tous pauvres et le resteront. Le fatalisme est de rigueur avec l'Inde. Après tout, l'équivalent des populations canadienne, états-unienne et mexicaine réunies y vit au-dessous du «seuil de la pauvreté». Un bel euphémisme pour désigner des gens qui crèvent de faim.

Tout n'est pas noir cependant. Dès 1991, le ministre des Finances, Manmohan Singh, s'attaque au conservatisme. Il réforme une bureaucratie paralysante, privatise des

entreprises peu rentables, et rénove un système financier archaïque. Les changements permettent l'émergence d'une classe moyenne de 180 millions d'habitants-es. Avec un pouvoir d'achat de 30 000\$ annuels, la bourgeoisie locale s'arache la «Maruti», la petite voiture mise au point par les ingénieurs-es indiens et japonais. «Jurassic Parc» est, pour ces nantis-es, l'occasion de soutenir la production cinématographique des États-Unis. Le sous-continent est le premier producteur de films au monde avec 800 films par an!

L'INDE «IN»

À côté de l'Inde des classes moyennes, on retrouve une Inde très riche. 40 millions de personnes disposent de 800 000\$ chaque année. C'est en regardant ces chiffres que l'on prend mieux la mesure de l'énorme potentiel économique que représente le marché indien pour le reste du monde. Ici, le nombre fait la force.

700 000 micro-ordinateurs devaient être achetés en 1996. Le câble doit atteindre 50 millions de consommateurs-rices d'ici l'an 2000. L'an dernier, le nombre de téléphones cellulaires est passé de 45 000 à 260 000 et devrait doubler cette année pour atteindre 3 millions d'unités d'ici trois ans. Les cerveaux indiens d'une filiale de Hughes Software System construisent le cellulaire qui utilisera la même gamme de communications que celle de l'avion présidentiel de Bill Clinton, «Air Force One». Les Indiens-nes dépensent et aiment montrer leur richesse. La croissance économique augmente d'au moins 6% depuis 10 ans!



PHOTO: LUDOVIC HIRTZMANN

L'Inde a su mettre à profit sa collaboration avec l'URSS pendant 20 ans pour apprendre à fabriquer ses propres machines, ses outils, ses véhicules et pour bâtir d'importants conglomérats. TCS, Tata Consultancy Services, est l'un de ces groupes indiens tentaculaires. Ses 84 sociétés sont présentes dans des domaines aussi variés que la chimie, l'informatique, l'hôtellerie, la métallurgie et la banque. Imaginez un regroupement de Desjardins, Bell, Bombardier et Molson!

Les investissements étrangers entre 1991 et 1994 ont été cinq fois plus importants que pendant toute la dernière décennie. Même si le pays limite les prises de participation étrangères à 51%, les contrats bénéficient d'une protection préférable au vide juridique des tribunaux chinois. La démocratie indienne est prévisible et bien plus rassurante pour les investisseurs que la Chine. General Electric, Northern Telecom l'ont bien compris. « Poulet Frit Kentucky », elle, a connu une déconvenue en Inde. Des inspecteurs-rices de la santé ont trouvé deux mouches dans une cuisine et oblige l'entreprise à plier bagage!

LE RETOUR DES CERVEAUX

L'Inde mise sur la haute technologie pour assurer une croissance durable. La réussite la plus spectaculaire est le développement exponentiel des produits informatiques. Bangalore, la perle du sud, conçoit 15% des logiciels mondiaux, fabriqués à la demande. TCS a damé le pion à ses rivales occidentales pour informatiser la bourse de Zurich. Reebok France a confié aux ingénieurs-es indiens la réalisation de son logiciel de chaussures. On pourrait multiplier les exemples.

Toutes les grandes sociétés informatiques du monde se sont installées à Bangalore. Swissair, Nestlé, Samsung ou la banque Morgan y ont délocalisé leurs services

informatiques. Lorsque British Airways ou General Motors ne peuvent résoudre une panne de système, elles communiquent par Internet avec Bangalore qui, via le satellite, transformera le problème en mauvais rêve. La maintenance informatique se fait donc à distance.

Les Indiens-nes se défendent d'être des sous-traitants. « Nous vendons de l'intelligence pure », affirme Anoop Garg, vice-président de Digital Equipment. Les occidentaux-les ont découvert des programmeurs-es de génie bien moins gourmands que leurs collègues états-uniens, européens ou asiatiques. Un-e programmeur-e local-e gagne 4 200\$ par an contre 15 000\$ pour un-e Thaïlandais-e. La main-d'œuvre est anglophone et jouit d'une

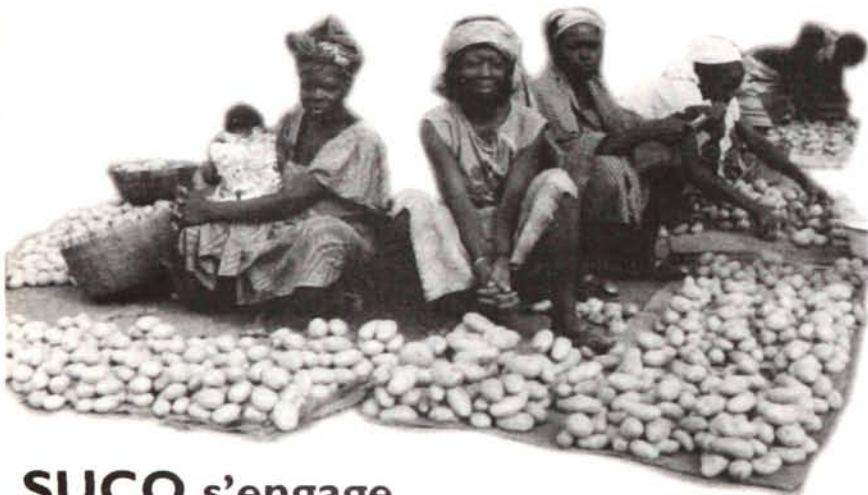
tradition d'excellence en mathématiques. 30 000 ingénieurs-es sortent des écoles chaque année et leur nombre ne suffit pas à répondre à la demande. L'enseignement est de qualité et attire les étudiants-es étrangers de la région. Signe des temps, les cerveaux indiens expatriés quittent les États-Unis pour revenir au pays. Jusqu'en 1994, 50% des ingénieurs-es indiens fuyaient vers la Californie... Ça va changer. ●

PHOTO: CORKY LEE



PHOTO: MITTER BEDI

Économie solidaire et développement local



SUCO s'engage

Du 1^{er} au 4 juillet dernier, se tenait à Lima, au Pérou, un colloque sur la **mondialisation de la solidarité**. Cette rencontre regroupait des représentant-e-s de 34 pays (dont une demi-douzaine du Québec), issu-e-s d'organisations populaires, d'organismes de coopération internationale et d'universités. Son objectif : favoriser le partage de réflexions et d'expériences autour d'un thème central : **l'économie solidaire**. SUCO, un organisme québécois de solidarité internationale qui célèbre l'an dernier son 35^e anniversaire, a collaboré à la réalisation de ce symposium, avec des organisations du Canada, du Pérou, du Maroc, du Sénégal et l'Espagne.

L'économie solidaire

Avec la mondialisation des marchés et l'imposition d'un modèle économique dominant, le néolibéralisme, le développement économique apparaît comme une fin en soi, qui devrait aboutir, comme par magie, au développement des populations. Or on ne peut que le constater : un modèle économique basé surtout sur les gains de productivité du travail et sur la concentration des moyens de production n'engendre qu'une "certaine" prospérité économique, limitée à quelques groupes économiques et sociaux, et beaucoup d'iniquités, de la pauvreté, des exclusions, en un mot un désordre social important.

Les milieux qui mettent de l'avant l'économie solidaire voient l'économie comme un moyen qui doit contribuer à l'épanouissement des sociétés. Cette approche prend en compte d'autres facettes de l'économie, notamment le travail non rémunéré, dont la valeur annuelle est estimée au Canada à 232 milliards \$, selon Josée Belleau de la Coalition des femmes contre la pauvreté qui participait au colloque de Lima. Les travailleurs, et surtout les travailleuses de cette économie non structurée constituent un support essentiel à l'économie de marché, mais cette contribution n'est pas reconnue socialement.

L'économie solidaire reconnaît au contraire l'apport vital d'une partie importante de la population au développement économique et elle soutient l'exigence d'une plus grande équité dans le partage des richesses. Ce type d'économie ne pourra se développer que dans un contexte de solidarité et dans une société s'inspirant de valeurs telles l'équité, la responsabilité, le sens du partage, la démocratie, etc.

Le développement local, ferment d'une économie solidaire

Comment promouvoir l'économie solidaire dans notre travail de solidarité internationale avec les organisations populaires des pays d'Amérique latine, d'Afrique ? SUCO s'est associé à la réflexion sur l'économie solidaire parce qu'il considère que le développement d'un pays, c'est d'abord et avant tout le développement de sa population. Pas de développement sans démocratie, sans une large participation de la population.

Pour favoriser la prise en charge démocratique du développement par les populations concernées, SUCO privilégie l'approche de *développement local*. C'est une approche globale qui vise le développement de **tous les secteurs d'activités** et l'engagement de **toutes les composantes de la collectivité**. Même si SUCO n'a pas la prétention d'appuyer tous les secteurs d'activités d'une même collectivité, il s'assure que ses interventions s'insèrent dans une démarche plus globale.

Par ses programmes d'envoi de volontaires, de communication pour le développement et d'éducation à la solidarité internationale, SUCO appuie la construction d'une démocratie participative dans un contexte de développement local, à travers quatre moyens principaux : *l'appui organisationnel, la formation, l'appui aux activités à caractère économique et la communication*.

Mondialisation de la solidarité

Ainsi SUCO inscrit-il ses interventions dans la recherche d'alternatives au modèle économique dominant qui tend à désresponsabiliser les populations à la base. Ce qui rend cette démarche encore plus stimulante, c'est qu'elle rejoint autant les populations des pays du Nord que celles des pays du Sud. La mondialisation nous incite, et c'est peut-être là son impact le plus positif, à rechercher ensemble, comme au colloque de Lima, des solutions alternatives et à faire en sorte que nos actions locales s'inscrivent dans une recherche plus large d'un nouvel ordre mondial.

Claude Giles, directeur du **SUCO**

SUCO

3680 Jeanne-Mance, bur. 410
Montréal H2X 2K5
Téléphone: (514) 982-6622





JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Sous le titre **Opération Amériques**, les premières **Journées québécoises de la solidarité internationale** auront lieu cette année du 10 au 27 septembre 1997. Ce nouvel événement public annuel, orchestré par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), touchera toutes les régions du Québec et bénéficiera de l'appui du gouvernement québécois.

On parle beaucoup de mondialisation. Mais souvent, c'est présenté comme une fatalité sur laquelle les gens n'auraient rien à dire ou qui concernerait seulement les gouvernements et les gens d'affaires. Les nouvelles **Journées** proposeront à Monsieur et à Madame Tout-le-monde des moyens concrets pour que la mondialisation soit aussi celle de la démocratie, de la solidarité et de la justice sociale, qu'elle débouche sur un monde de paix et sans pauvreté.

La première édition des **Journées québécoises** portera sur les solidarités à développer dans les Amériques. Le libre-échange se développe entre les pays des Amériques. Plusieurs s'inquiètent des effets néfastes de cette intégration économique. Mais, en même temps, des initiatives intéressantes de solidarité et de rapprochement social et populaire sont mises de l'avant. Des gens de tout le continent se réunissent, échangent, constituent des réseaux d'action pour que l'intégration soit un instrument de développement social et démocratique.

Le grand public sera invité à participer à une foule d'activités politiques, culturelles et sociales visant à mieux faire connaître les Amériques et des façons pour chacun et chacune de contribuer à construire un continent solidaire, démocratique et sans pauvreté. Les organisations québécoises de solidarité (et d'autres organisations sociales et populaires) ont déjà tout un réseau de contacts et d'échanges avec des organismes d'Amérique du Sud, du Mexique, etc. Il y a moyen pour les gens d'ici de participer à tout ce dynamisme en se joignant à des activités comme celles proposées lors des **Journées**.

UNE CRÉATION THÉÂTRALE ... PAR DES JEUNES DES AMÉRIQUES

Un événement majeur des **Journées** sera la tournée d'une pièce de théâtre conçue et réalisée par des jeunes comédiens de plusieurs pays des Amériques. Le thème : comment les jeunes voient l'avenir des Amériques. A partir de consultations réalisées auprès de groupes de jeunes de leurs pays (Chili, Pérou, Honduras, Mexique, Haiti, Etats-Unis, Québec), les comédiens, sous la direction de la troupe Parminou bien connue au Québec, ont bâti un scénario original. La pièce sera présentée dans une douzaine de villes à travers le Québec.

POUR UN FORUM SOCIAL DES AMÉRIQUES

Autre événement d'envergure : un colloque sous le thème **Solidarité des Amériques**, organisé par le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) aura lieu à Montréal les 17 et 18 septembre. Coordonné par l'AQOCI, le RQIC regroupe des organisations syndicales, populaires, écologistes et de coopération internationale. Des invités d'une douzaine de pays du continent viendront échanger avec les organisations québécoises sur les stratégies à développer pour que place soit faite aux préoccupations sociales et démocratiques dans le libre-échange qui se met en place de l'Alaska à la Terre de feu.

LA ROUTE DE LA SOLIDARITÉ

Les **Journées de la solidarité internationale** seront présentes dans toutes les régions du Québec. La tournée de la pièce de théâtre en sera un pilier. Des événements spéciaux auront lieu durant ces deux semaines, dans les régions de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Joliette, de l'Estrie, Saguenay-Lac Saint-Jean, Outaouais, Abitibi, Bas-du-Fleuve. "Montée de la dignité" dans le fjord du Saguenay, colloques expositions, journal électronique interactif: tout sera mis à contribution pour brancher le Québec solidaire sur les autres pays des Amériques!

SURVEILLEZ POUR VOIR CE QUI SE PASSERA DANS VOTRE COIN

Ce bulletin d'information de deux pages dans le magazine *Recto Verso* est publié conjointement par les organisations suivantes: AQOCI, Développement et paix, Inter Pares et SUCO.

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) regroupe 39 organismes de coopération et d'éducation à la solidarité internationale
180 Sainte-Catherine Est, bureau 510
Montréal, (Qc), H2X 1K9
tél. : (514) 871-1086

à visages découverts

Touché!

Isabelle RIVEST

	19% GS		76	
	2 GS		36%	+
	986 M\$		33 341	-239
	147,2 GS	876 M\$	33 717	Peter O. 900 000 \$ 1 966 868 \$
	12,1 GS	32%	+3 603	
Toronto-Dominion Canada	108,8 GS 8,7 GS	794 M\$ 36%	25 413 +864	Richard Thomson 950 863 \$ 2 154 054 \$
Banque Nationale du Canada Canada	48,9 GS 4,3 GS	245 M\$ 36%	12 198 -1 675	André Bérard 487 910 \$ 1 334 336 \$
COMPAGNIES D'ASSURANCE				
Sun Life Canada	66 GS 10,5 GS	407 M\$ 40%	9 150 +1 250	John McNeil Données manquantes
Financière Manuvie Canada	39,9 GS 8,6 GS	481 M\$ Données manquantes	6 795 +3 996	Dominic D'Alessandro Données manquantes
La Great-West, compagnie d'assurance-vie Canada	36,9 GS 6,3 GS	247 M\$ 36%	7 236 +636	William McCallum 719 080 \$ 1 764 667 \$
Groupe d'assurances London Canada	18,9 GS 5,3 GS	138 M\$ 45%	9 010 +1 504	Gordon Cunningham 425 000 \$ 1 435 658 \$

«L'» économie triomphante à visage découvert», une affiche réalisée par le Centre jésuite de Toronto, est au coeur d'une controverse qui dépasse nos frontières. Le poster ne dévoile pourtant que des informations publiques. Mais il illustre le gouffre grandissant entre les riches et les pauvres. En 1995, alors que les 100 plus grandes entreprises canadiennes réalisaient des profits nets de 65 milliards \$, pas moins d'un million et demi de personnes étaient sans travail.

On s'en doute, l'initiative du centre jésuite n'a pas été appréciée par tout le monde. Les autorités épiscopales de Toronto ont banni le poster: interdiction de l'afficher dans quelque lieu apparenté à l'Église. La raison? Les photos des dirigeants-es, leur salaire et le nombre de mises à pied survenues dans les entreprises sont aussi mis à jour.

Sans être partisan de la décision de ses collègues ontariens, Mgr Blanchette, archevêque de Rimouski, comprend toutefois leur réaction. «Il faut interpeller les hommes et les femmes qui détiennent le pouvoir ou qui jouissent de revenus excessifs. Mais l'Église est un lieu de rassemblement, qui doit rester ouvert à tous. Dans le cas d'un tyran ou d'un despote, ce serait différent. Nous n'en sommes pas là. Ce ne sont pas des individus, mais un système qui est en cause.»

recto
VERSO

à lire dans la prochaine édition
NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1997

• LES COÛTS HUMAINS DU CANCER

• S'informer en 1997: les médias

• Femmes-relais immigrantes

• CE QUI TOURNE CARRÉ... D'YOUVILLE



Pourtant, la Conférence des évêques catholiques du Canada prend régulièrement position en faveur des exclus-es de la société. Sa dernière lettre, *Éliminons la pauvreté*, en est un exemple éloquent. L'épiscopat refuserait-il de joindre le geste à la parole? «Pas nécessairement», croit Jean-Marc Biron, directeur du centre Justice et Foi, traducteur de la version française de l'affiche. «On peut déplorer la pauvreté, inviter les riches à partager, mais préférer la paix sociale à la lutte pour un changement important».

DES VISAGES SUR DES CHIFFRES


Au Québec, les autorités ecclésiastiques n'ont pas interdit l'affiche. Serait-ce parce que les évêques québécois sont plus progressistes que leurs homologues du reste du Canada? Le magazine *RECTO VERSO* a appris, de source sûre, que Mgr

Blanchette s'était procuré un exemplaire du poster. «Nous la ferons connaître aux fidèles à travers la pastorale sociale. À l'extérieur des murs de l'Église, c'est une question de liberté d'expression», explique-t-il.

L'absence de controverse, ici, s'explique-t-elle plutôt par le fait que le «groupe de pression par excellence» siège davantage à Bay Street que sur la rue Saint-Jacques? Seulement 10% des entreprises québécoises font partie de ce club sélect. Nos monstres sont Bombardier, Québecor, Provigo. «La Caisse populaire Desjardins demeure le plus raisonnable des banquiers», souligne Yvan Poulin, responsable de l'information au Centre St-Pierre, co-éditeur de l'affiche en français.

Il n'y a pas que l'épiscopat de Toronto qui ait été choqué par l'affiche. «Le problème

des Jésuites», selon un chroniqueur du *Financial Post*, «c'est qu'ils sont convaincus de détenir la vérité». Il leur lance une charge en règle, concluant que si tant de gauchistes de cet ordre religieux sont en Amérique latine, «c'est qu'il est facile de paraître intelligent devant une bande de paysans illettrés et d'autochtones désespérés».

Les syndicats, les groupes communautaires et le grand public se sont arrachés les 12 000 exemplaires de l'affiche, dont le tiers était en français. De nombreuses personnes souhaitent l'an prochain une version mise à jour. Leur vœu sera-t-il réalisé? Pas sûr. Compiler les données est un travail énorme. Et le Centre jésuite de Toronto, après de graves coupures budgétaires, a fermé cet été. Si on répétait l'expérience, en plus des photos des dirigeants-es, on devrait aussi avoir leurs numéros de téléphone. 

La pensée unique tue l'esprit critique.

Nous sommes fiers de nous associer
à un magazine indépendant produit et lu...



...qui y remédie!

Alliance des professeures et professeurs de Montréal (CEQ)

Caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)

Corporation de développement économique et communautaire Centre-Sud/Plateau Mt-Royal

Groupe de consultation pour le maintien et la création d'emploi du Québec

Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (CEQ)

Mouvement national des Québécois et Québécoises

Syndicat des techniciens-nes d'Hydro-Québec, section locale 957, SCFP-FTQ

Syndicat des employés-es de métiers d'Hydro-Québec, section locale 1500, SCFP-FTQ

Syndicat des employés-es de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, section locale 2000, SCFP-FTQ

Nés dans les vieux quartiers

Quatre organismes qui font la lumière sur l'histoire et la culture



Saint-Henri

La Société historique de Saint-Henri :

le quartier de Bonheur d'occasion

Il y a cinquante ans, Gabrielle Roy gagnait le prestigieux prix Femina pour son roman *Bonheur d'occasion*, dont l'action se déroule à Saint-Henri. Du 28 septembre au 26 octobre 1997, la Société historique de Saint-Henri présente une exposition sur ce célèbre roman. Faire connaître l'histoire du premier quartier industriel de Montréal, voilà à quoi s'emploie la Société, qui possède une imposante collection de plus de 50 000 photos, objets et documents. Pour faciliter les recherches, la Société historique se met bientôt à l'heure d'Internet. Vous désirez une visite à pied? «Pas à Pas» vous pilotera sur les lieux historiques et patrimoniaux. Sur demande, un guide pourra accompagner un groupe pour une visite spéciale. Dans son espace en haut d'une caserne de pompiers, la Société ouvre ses portes, et son album photos, de 19h à 21h, chaque mercredi soir.

Société historique de Saint-Henri
521 Place Saint-Henri
Montréal [Québec] H4C 2S1
Téléphone : [514] 933 1318



Hochelaga-Maisonneuve

L'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve :

l'histoire descend dans la rue

L'Atelier multiplie les façons de faire connaître la richesse architecturale et historique de sa ville et de son quartier : au programme cette année, une exposition sur les bains publics montréalais, et la restauration d'orgues. L'Atelier contribue, par ses expositions, à la mise en valeur d'édifices patrimoniaux. L'organisme anime aussi des visites guidées des églises de Montréal et du quartier Hochelaga-Maisonneuve. Ici, l'histoire prend la couleur lumineuse des vitraux du maître Guido Nincheri! L'Atelier, c'est aussi un fonds d'archives photographiques, et de nombreux artefacts liés à la culture ouvrière (vêtements, outils anciens, etc.). Son centre de documentation est ouvert sur rendez-vous du lundi au jeudi.

L'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maisonneuve
1691, boulevard Pie-IX, local 403
Montréal [Québec] H1V 2C3
Téléphone : [514] 523 5930



Centre-Sud

L'Écomusée du fier monde :

un musée d'histoire industrielle et ouvrière.

À travers l'histoire du quartier Centre-Sud, c'est une invitation à découvrir, sous un jour nouveau, le visage industriel et ouvrier de Montréal. L'Écomusée est situé à l'ancien bain public Généreux, un magnifique exemple de l'architecture des années 20. Il y collectionne les prix : Prix Orange-Rénovation de Sauvons-Montréal en 1996, Prix d'excellence 1997 de l'Association québécoise d'interprétation du patrimoine. L'Écomusée vous propose expositions, circuits et visites guidées, conférences et publications. L'Écomusée tisse des collaborations avec les entreprises, organismes et résidents du quartier, et dispose, pour ses recherches, d'un partenaire scientifique d'importance : l'Université du Québec à Montréal. L'Écomusée du fier monde est un musée accrédité par le Ministère de la Culture et des Communications.

Ouvert le mercredi, de 11h00 à 20h00
jeudi et dimanche, de 10h30 à 17h00.

Écomusée du fier monde
2050, rue Amherst
Montréal [Québec] H2L 3L8
Téléphone : [514] 528 8444



... Montréal !

L'autre Montréal :

scruter le passé pour comprendre le présent

C'est en autobus que L'autre Montréal fait partager ses coups de cœur. En tout, 15 circuits sont offerts, comprenant des visites de quartiers (Villeray, Ville-Émard, Plateau, etc.) et des circuits thématiques (immigration, industrialisation, histoire des femmes, enjeux écologiques, histoire des spectacles, et même... histoire de la démocratie!) Les visites sont un panaché d'histoire et d'enjeux contemporains : culture et architecture populaires, conditions de vie, développement urbain. L'autre Montréal fait aussi connaître des acteurs méconnus de l'évolution de la société, comme les grandes migrations et les mouvements sociaux. Toute l'année, L'autre Montréal organise, sur demande, des circuits pour groupes. De nouveaux circuits peuvent être créés pour répondre à des besoins spéciaux. Et l'été, pour le grand public, des visites sont prévues le dimanche matin.

Le Collectif L'autre Montréal
2138 est, rue Rachel
Montréal [Québec] H2H 1P9
Téléphone : [514] 521-7802
<http://www.cam.org/~autrml>

Cet espace publicitaire a été mis à la disposition du magazine RectoVerso par Tourisme Québec, soucieux de contribuer à la vie communautaire du Québec

Nick TALBOT

anticosti 429 chevreuils par personne

Anticosti, la «perle» du Saint-Laurent, a toujours fasciné l'imaginaire québécois. Mais plusieurs ignorent qu'une petite communauté de 280 personnes, le village de Port-Menier, s'accroche à un coin de terre, comme oublié du reste du monde.

Pendant près de 90 ans, jusqu'en 1982, Port-Menier a vécu sous le régime des villes fermées, où les propriétaires de l'île réglaient tous les aspects de la vie des citoyens-nes. En 1895, Henri Menier, un riche chocolatier français, fait l'acquisition d'Anticosti et rêve d'en faire un paradis de chasse et de pêche. Il y implante un troupeau de chevreuils, fait construire des chalets de pêche et développe une industrie,

Le seul héritage que les résidents-es ont pu conserver de cette longue tutelle, c'est une partie de l'immense cheptel de quelque 120 000 chevreuils, et un village pittoresque. Outre la chasse, la pêche et l'industrie forestière, les Anticostiens-nes ont pu développer un réseau de petites entreprises de services malheureusement soumises aux aléas des activités saisonnières et handicapées par un service de transport maritime anémique, un lien hebdomadaire avec le continent, entre avril et décembre. Le chômage, presque

Le Nordik-Passeur.



PHOTOS: NICK TALBOT

Danny McCormick.

inexistant en été, devient généralisé en hiver.

LA POURVOIRIE DU LAC GENEVIÈVE

En 1982, le gouvernement du Québec mettait en oeuvre son plan de privatisation. Les résidents-es pouvaient enfin acheter leur maison, une municipalité était créée et un territoire de chasse leur était réservé. La pourvoirie du Lac Geneviève était créée, d'abord sous la gestion d'une coopérative, puis sous celle d'un organisme sans but lucratif. Elle emploie douze personnes en saison et deux permanents. 100 résidents-es en sont membres et le conseil d'administration gère l'accueil des 506 chasseurs-ses par saison qu'autorise la capacité du territoire.

En plus des activités de chasse, la pourvoirie du Lac Geneviève tente de développer le marché du tourisme d'été: camping, randonnée pédestre, observa-

tion de la faune et de la flore.

Il y a trois ans, le Groupe Desgagné établissait, sur une base expérimentale, un lien maritime entre la Gaspésie, Anticosti et la Côte-Nord. Le traversier Nordik-Passeur reliait l'île au continent pour la saison touristique. Sans subventions, le Groupe Desgagné a encaissé un déficit de plusieurs millions et a interrompu le service cette année. Les habitants-es de Port-Menier ont appris la nouvelle avec déception.

Danny McCormick est l'un de ces «héritiers-ères» du rêve de Menier. Son grand-père est arrivé à Port-Menier en 1926 et sa grand-mère y vit toujours. Il est résolu à y demeurer malgré les difficultés que représentent l'isolement et le caractère saisonnier des activités. «J'ai pas l'intention de partir, c'est mon village», dit-il. Dans un vieux bâtiment de l'époque des Menier, il a monté une petite auberge, et il comptait sur le lien établi par le Nordik-Passeur pour s'assurer une clientèle. «La saison va être difficile, tout le monde ici est déçu, on a seulement quelques mois pour faire notre année, on reste avec l'impression qu'on nous a laissé tomber...»

Court es et su crées

LOUIS BRILLANT

vive vasarely...

Le peintre est mort. On avait suivi avec embarras les déboires financiers de la Fondation Vasarely, qu'il avait fondée en France. On retiendra aussi de Vasarely un certain sens de l'humour: à un journaliste du Figaro qui lui demandait ce que signifiaient les chiffres 20 000 inscrits au bas de chaque dessin; il répondit simplement: «c'est leur prix».

patrimoine

Le programme provincial d'aide financière pour le maintien et la restauration du patrimoine religieux (oecuménique), marche bien et porte des fruits. Le programme de 35 millions \$ était prévu, à l'origine, pour cinq ans, et le ministère a annoncé qu'il ajoute 10 millions \$.

TOUJOURS ACTIVES!

POUR LE DEUXIÈME NUMÉRO DE LA REVUE DE TÊTE ET DE COEUR (FEMMES ET MTS), UN POÈME DE KARINE BOURGET, HEUREUSE D'UN PRINTEMPS: «UN CHAPEAU ET DE LONGS CHEVEUX TRESSÉS, DES HANCHES BIEN ROULÉES ET DES SEINS RONDS, UN FOULARD À SON COU ET CE VIRUS DANS SON SANG, MA PETITE SOEUR RESSEMBLE À UNE PRINCESSE ÉGARÉE DANS UN PARC.»

retour sur les élections

Pendant la campagne française, Jospin affirmait que son parti se contenterait de «dire ce qu'on va faire, et faire ce qu'on a dit». On doit souligner que ces fameux programmes comprennent une troisième étape: «Vérifier qu'on a bien fait ce qu'on a dit qu'on ferait», une étape à laquelle bien peu de politiciens-nes semblent enclins à se soumettre.

faites vos jeux

Ellen, le personnage de la comédie états-unienne du même nom, a avoué être lesbienne. Pour l'occasion, le coût des messages publicitaires présentés durant l'émission fatidique a plus que doublé, alors que certains annonceurs importants, tel Chrysler, ont annoncé qu'ils ne s'y afficheront plus.

mariage préparé

Quelques perles entendues lors de Sessions de préparation au mariage: «C'est pas parce que c'est le plus beau jour de notre vie qu'il faut qu'on le paye toute notre vie!» (Sylvie). «La veille, moi je vais dormir chez mes parents, lui, chez les chiens» (Maude, sans s'apercevoir de sa chuintante involontaire). «Avant 35 ans, on ne devrait pas se marier, puis après, il est trop tard!» (Caroline). En parlant de l'enterrement de vie de garçon: «Moi j'ai confiance dans mon chum... C'est les autres femmes le problème!» (Mélanie).

PHOTO: WILLIAM WEGMAN



ardeurs éléphantiques

L'introduction de la pilule chez les éléphants du fameux parc Kruger en Afrique du Sud a été un fiasco: normalement en chaleur deux jours toutes les 17 semaines, les éléphants sont en rut perpétuel, et les mâles ne pensent plus qu'à s'accoupler. Deux éléphanteaux seraient ainsi morts, victimes de la négligence de leur mère, constamment «distraite».

hussein hussein hussein



PHOTO: LES STONE

Ce cher monsieur, déçu par ses fils, aurait décidé de se faire cloner, rapporte Al Hayat de Londres. D'autres scientifiques doutent de la réussite de cette mission: même si le maître de Bagdad avait recours à 40 000 femmes pour porter des embryons, il faudrait une trentaine d'années avant d'obtenir une copie conforme. Mais en se rappelant les accomplissements pharaoniques de ses prédécesseurs dynastiques, on

doute que ces contraintes de «temps ou de personnel» pèsent lourd dans la balance. ❧



Jeunesse du Monde

Un organisme qui rassemble 6000 jeunes par année de Moncton à Gravelbourg, du Québec à l'Afrique, en passant par les Amériques.

Des jeunes qui réfléchissent sur les valeurs fondamentales, qui agissent, qui posent des gestes concrets dans leurs milieux. Des jeunes qui s'intéressent aux autres peuples et cultures, qui montent des projets, qui rencontrent d'autres jeunes et qui pratiquent la solidarité.

Jeunesse du Monde permet aux jeunes d'être des citoyens à part entière.
Pas pour demain : pour aujourd'hui!

Depuis 35 ans, ils ont été 250 000 à passer par cette école : Denis, Andréa, Stéphanie, Johanne, Ernesto, Clarisse, Sylvain, Marie-Claude, Isabelle, Serge, Jean-François, Nathalie, Thomas, Bertrand, Claudine, Annie, Julie, etc. Ils et elles sont aujourd'hui des leaders.

250 000 adultes qui, aujourd'hui, ont un effet multiplicateur.

Une jeunesse d'hier et d'aujourd'hui tournée vers le Monde... et vers le monde.

Bravo pour les jeunes!

Merci aux adultes qui les ont accompagnés!

Pour ceux et celles qui veulent continuer la route avec nous :



JEUNESSE DU MONDE

Jeunesse du Monde

920, rue Richelieu
Québec (Québec) G1R 1L2

téléphone : (418) 694-1222
télécopieur : (418) 694-1227

Courrier électronique :
jeune@jeunessedumonde.qc.ca

SACCAGE

**Le gouvernement
les soins de
santé à la population
et les conditions
de travail de ceux
qui les donnent**

Heureusement, il y a la
FSSS-CSN
pour lui résister



(anciennement la FAS-CSN)

LA PLUS IMPORTANTE ORGANISATION SYNDICALE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

1601 avenue de Lorimier, Montréal H2K 4M5 — Tél.: 514-598-2210 — adrélec: louis.roy1@sympatico.ca